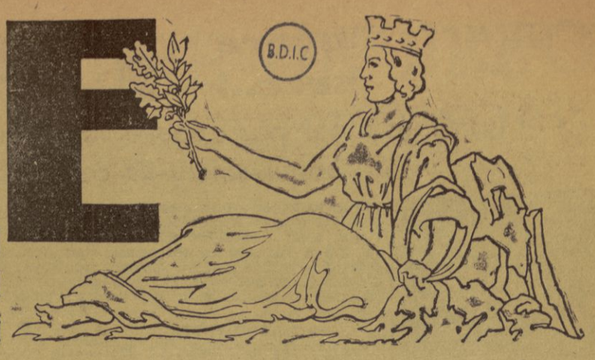
L'ESPAGNE RÉPUBLICAINE



N° 34 Samedi 16 Février 1946 — HEBDOMADAIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE — 10, rue du Languedoc, Toulouse Prix : 5 francs

ABONNEMENTS : 3 mois, 60 fr. ; 6 mois, 115 fr.; un an, 220 fr. — Compte chèques postaux : 1100-58

ÉDITORIAL

La République n'est qu'une suite

Au jourd'hui, 16 février, il y a juste dix ans qu'eurent lieu les dernières élections libres en Espagne. Les droites étaient, une fois de plus battues dans des élections préparées par elles-mêmes et par elles-mêmes surveillées. Tous les artifices de « cacique », d'une politique toute faite d'astuces et de chinoiseries ne purent fausser l'expression exacte de la volonté populaire.

Lepeuple espagnol se prononçait, une fois de plus, pour la République.

Le 16 février 1936 ce fut la réplique irréfutable donnée à la réaction de même que les élections du 12 avril avaient été la réponse de l'Espagne aux erreurs réitérées de la Monarchie. Depuis lors, cette volonté populaire s'est manifestée a nouveau non pas par un vote librement émis, car on ne lui en a point donné l'occasion, mais d'une façon qui ne donne lieu a aucune sorte de doute : par la force des armes.

Quand la réaction, qui ne se résignait pas à la défaite, voulut s'opposer à la volonté populaire en ayant recours au bras armé de la patrie, le peuple n'hésita pas à prendre les armes pour défendre son droit.

Le 19 juillet au lieu de présence aux urnes il y eut la présence dans la rue. Le peuple espagnol vota en luttant sans défaillance.

Les généraux qui s'étaient révoltés, croyant que la partie serait gagnée avec une simple parade militaire furent forcés d'appeler à l'aide des armées et du matériel étranger. Ils ne réussirent encore à vaincre qu'après près de trois ans d'un combat inégal.

Mais même vaincu, même sans territoire, le peuple espagnol ne renonce pas à sa victoire du 16 février. Il confirme ,même en exil sa victoire d'y il a dix ans. Nos institutions se dressent encore, nos institutions issues de cette libre volonté électorale.

Pour nous la République n'a jamais cessé d'exister. Les articles de notre Constitution demeurent vivants et en vigueur. Le Président Giral l'a très justement noté dans la déclaration ministérielle faite au Mexique :

« Ce gouvernement, dont le titre de légitime est indiscutable, est basé sur la Constitution de 1931. Car on y déclare dans son article premier que « l'Espagne est une République démocratique qui s'organise en régime de liberté et de justice ». Ce gouvernement donc ne pourrait admettre que la République et l'Espagne ne fussent pas une seule sub tance. car notre loi fonda mentale ne dit pas que l'Espagne adopte la forme républicaine, mais que l'Espagne est une République. En tant que gardiens de l'esprit de cette constitution ce sera trahir les Espagnols qui de douter un seul instant de la ferme volonté républicaine de notre peuple. »

L'Espagne est donc une république et personne ne peut affirmer le contraire sans commettre un faux et un attentat aux droits des peuples. Une république en accord avec les peuples siégeant à l'Assemblée des Nations Unies, qui, en émettant son vote ne pouvait nullement aller au delà, ni rester en deçà de ce qu'on entend par démocratie dans cette haute Assemblée.

La République n'est que la continuatio nde notre vie légale. Une suite et rien de plus. A l'Organisation des Nations Unies, où elle n'a pas encore de siège, elle sera une pièce d'ensemble dans la place qu'on lui réservera, sans doute, et à laquelle l'Espagne a droit par son génie, par son territoire et par ses sacrifices. Elle sera une pièce de plus qui suivra, comme les autres, les directives que les autres pays établiront et les décisions qu'ils prendront pour faire face aux problèmes économiques, aux problèmes sociaux et aux problèmes culturels.

Car, il n'est plus possible de vivre isolé. Il faut, aujourd'hui, entrer dan sla collectivité des peuples. Les problèmes ne sont plus nationaux, ni de groupe, ni de tendance, mais internationaux. Leur solution dépasse le secret des chancelleries et veulent être traités au grand jour et en public ainsi que dans leur ensemble.

La République espagnole, telle qu'elle a été confirmée le 16 février 1936 n'a pas déchu. Les hommes de ce temps-là, les vainqueurs des urnes, sont en exil, hors d'insignes exceptions que la mort nous ravit, ou le crime. Pas un des hommes que représentent ce triomphe, cette persistante volonté d'être, pas un ne s'est déclaré vaincu.

Ces dix années ne sont, en somme, quune parenthèse une parenthèse, hélas tragique et cruelle, mais rien qu'une parenthèse. A présent, ce qu'il impotre c'est de travailler en silence et de permettre de travailler à ceux qui ont pour mission de rendre à l'Espagne ce que l'Espagne a voté, avec une si grande ferveur, un jour ensoleillé de février.

L'E.R.

LA VIE ÉCONOMIQUE

Alliance économique

Parlons ENCORE du vin

Oui, parlons encore du vin !

Il n'est rien, qui se prête mieux a des accords économiques profitables à la fois, à l'Espagne et à la France. Surtout en ce moment ! Il s'agit d'affaires commerciales pouvant se chiffrer par des milliards de francs.

Sans doute, on pourrait en dire autant à propos de la France et de l'Italie, mais nous n'avons pas les mêmes raisons pour nous en occuper ici.

Français, mes frères, les poissons d'avril, pourront nager à leur aise dans nos estomacs abondamment pourvus d'eau fraîche, parce que bientôt il ne s'y mêlera plus une seule goutte de vin.

Nous voilà, en effet, prévenus officiellement, que nos stocks de vin seront épuisés à partir de ce mois-ci.

On aurait pu s'en apercevoir plus tôt, car dès le mois d'octobre 1945, la déclaration obligatoire des récoltes en avait apporté la cruelle révélation.

Bref, il nous manquera quatorze millions d'hectolitres pour faire la soudure avec la récolte 1946. Si nous voulons obtenir de l'ouvrier français, en mettant sur sa table, un demi-litre de vin à chaque repas, l'effort considérable qu'il devra fournir pour accélérer la production nationale.

Il est puéril et vain d'espérer qu'il lui sera possible de fournir cet effort si on n'a que de l'eau fraîche a lui offrir pour l'alimenter.

Or, c'est ce dont nous sommes menacés si nous n'arrivons pas à remplacer les stocks disparus par une importation qui, si elle ne dépassait pas un million d'hectolitres par mois, pendant les sept mois qui restent à courir d'ici la récolte, ne nous permettrait même pas de fournir à tous les rationnaires le minimum d'un litre de vin promis pour chaque semaine.

Sans doute M. Jules Moch, ministre des transports, cherche à nous rassurer en nous disant que, sur les quatorze millions d'hectolitres de vin que nous avons dans les caves algériennes, il compte en transférer en France deux millions d'hectolitres **au total** dans les trois premiers mois à venir, grâce aux ressources de fortune ou d'infortune, qu'il espère rassembler.

Il ne nous dit pas que cela ne serait réellement possible, que s'il pouvait supprimer pendant ce temps le monopole de pavillon entre l'Algérie et la France.

Encore faudrait-il, même dans ce cas, qu'il puisse, dès maintenant, disposer de la quantité de fûts et de camions nécessaires pour aller chercher le vin dans les caves et le transporter aux ports algériens, d'où il sera dirigé sur la France.

Ce n'est pas impossible, mais c'est difficile, très difficile. Il faut ajouter aux demi-muids qu'on pourra se procurer, des centaines de réservoirs tels que les **Simotra** de 36 hectolitres, commodes à transférer du camion au wagon, et vice versa, ou des citernes en remorque, qui pourraient remplir le même but. On a pensé aux citernes ayant servi au pétrole, et on dit que de vigoureux rinçages à la vapeur permettraient de les utiliser pour le transport du vin. Ceci, on le comprendra, comporte une vérification aussi sérieuse qu'urgente. Il n'y a pas, en tous cas, une minute à perdre.

Pour toutes ces raisons, il serait sage de s'assurer, dès maintenant, une source complémentaire de ravitaillement en vin. Cela n'empêcherait pas, même si on y réussissait pleinement, d'utiliser tout le vin qu'on pourrait enlever des caves algériennes (partie ou totalité des quatorze millions d'hectolitres qui y sont en souffrance), mais donnerait l'assurance de compléter le minimum nécessaire, donner quelques précieux suppléments, si ce minimum pouvait être dépassé.

Les avertissements que donne « L'Espagne Républicaine » depuis le 22 décembre 1945 (voir l'article « La question du vin » dans le numéro de cette date), indiquent une source possible et précieuse de ce ravitaillement supplémentaire.

Certes, son utilisation est subordonnée au remplacement de Franco par le gouvernement provisoire de la République espagnole, (car il ne saurait être question de traiter avec Franco) mais tout nous permet d'espérer aujourd'hui, que la rupture est proche et que la reconnaissance du gouvernement provisoire ne saurait plus tarder longtemps.

Notre devoir est donc de ne pas nous laisser surprendre, même par les événements favorables espérés, et de préparer, par des mesures appropriées, l'éventualité de cette collaboration, précieuse pour tous, entre les producteurs de vin espagnol et les consommateurs français.

Quelle quantité de vin l'Espagne pourrait-elle envoyer en France, chaque mois au cours des sept mois qui nous séparent de la récolte 1946 ?

Ce chiffre doit se dégager rapidement des conversations amicales qui doivent avoir lieu entre notre gouvernement et le gouvernement espagnol, depuis que son chef est autorisé à séjourner en France. Quand ce chiffre sera connu, il restera sans aucun doutedes difficultés à résoudre ; elles ne seront pas sans aucun doute aussi insurmontables !

A. BEDOUCE

Ancien ministre des travaux publics (1936).

(Suite page 3)

LA PRÉFACE DE LA FIN

Cependant que les Nations Unies ferment leur porte à l'Espagne de Franco, le président Giral tient à Paris son premier Conseil des ministres

C'EST le représentant du Panama qui a donné à Franco le coup décisif. Le Conseil directif des Nations Unies à l'unanimité et l'Assemblée par 42 voix et 2 abstentions ont été d'accord pour refuser à l'Espagne l'accès de l'organisation tant qu'elle vivra sous la dictature de Franco. Le Caudillo a donc été condamné à la résidence surveillée. Tant qu'il sera au pouvoir les Pyrénées seront un cordon sanitaire

La résolution

Voici le texte de la résolution dont le représentant du Panama demande la mise à l'ordre du jour :

« L'assemblée rappelle que la conférence de San-Francisco a adopté une résolution selon laquelle le paragraphe 2 de l'article 4 du chapitre 2 de la charte des Nations Unies ne peut pas s'appliquer aux Etats dont le régime a été instauré avec l'aide des forces armées des pays qui ont combattu contre les Nations Unies, tant que ces régimes demeurent au pouvoir.

« L'assemblée rappelle qu'à la conférence de Potsdam, les gouvernements du Royaume-Uni, des Etats-Unis et de l'U. R. S. S. ont déclaré qu'ils n'appuieront pas une demande d'admission aux Nations Unies formulée par le gouvernement espagnol actuel qui, ayant été instauré avec l'appui des puissances axistes et qui, en raison de ses origines, de sa nature, de ses antécédents et de son association étroite avec les Etats agresseurs ne possède pas les titres nécessaires pour justifier son admission.

» L'assemblée en adoptant ces deux déclarations recommande que les membres des Nations Unies agissent en accord avec la lettre et l'esprit de ces déclarations dans la conduite de leurs relations futures avec l'Espagne ».

M. Bidault parle

M. Bidault a appuyé devant l'assemblée générale la demande du délégué de Panama de refuser l'admission aux Nations Unies du présent gouvernement espagnol.

» Parmi les peuples de l'Europe, a déclaré le ministre des affaires étrangères français, dont j'ai déjà eu l'occasion de dire que la France regrettait l'absence parmi nous, il n'en est pas, sans doute, dont l'absence soit pour nous un objet de regret plus amer que celle du noble peuple espagnol. Nous sommes sûrs de retrouver bientôt l'Espagne sur le chemin de la liberté. C'est pourquoi je propose, au nom de la délégation française, que l'on approuve la proposition du délégué de Panama ».

Adhésion des délégués tchèque, norvégien, mexicain uruguayen, venezuelien bielo-russe, yougoslave et britannique

Après M. Bidault, M. Duchacek, au nom de la Tchécoslovaquie, s'est associé pleinement à la résolution de Panama :

« Nous avons le sentiment, a-t-il dit, que l'assemblée ne doit pas se séparer sans donner son opinion sur l'Espagne et cela d'autant plus que la conférence de Potsdam s'est prononcée, à cet égard, de façon plus nette que ne l'avaient fait les Nations Unies à San-Francisco.

» Le régime de Franco est la création de deux criminels de guerre : Hitler et Mussolini. Sans l'axe, ce régime n'aurait pu ni vaincre ni se maintenir. Il n'a fait que servir les buts de Hitler et de Mussolini. Il est devenu le laboratoire de la machine de guerre allemande et, pendant la guerre, la neutralité espagnole fut à sens unique. Pourquoi ce régime dure-t-il ? C'est une anomalie, car Franco est la continuation de Hitler et de Mussolini. C'est donc, aussi, une menace pour les démocraties ».

L'orateur a rappelé que de récentes manifestations viennent d'avoir lieu en Tchécoslovaquie en faveur des démocrates espagnols. Il a ajouté que, d'ailleurs, pour les masses ouvrières tchécoslovaques, la bataille de Madrid avait déjà été considérée comme la bataille de Prague.

Finalement, a exprimé l'opinion que les puissances doivent adopter leur attitude à cette façon de juger le régime de Franco, car, a-t-il dit, on ne peut suivre deux politiques envers Franco : une ferme et énergique collectivement, et une autre toute différente individuellement.

Le délégué norvégien, M. Colga, rappelle qu'il fit naguère partie du comité de non-intervention et qu'il fut ainsi bien placé pour voir ce que furent les origines de l'Espagne franquiste.

« A aucun moment, le peuple norvégien n'a cessé de donner toute sa sympathie à l'Espagne républicaine et il sera donc heureux d'approuver le projet de résolution recommandant aux membres des Nations Unies d'agir en accord avec la lettre et l'esprit des déclarations de San-Francisco et de Potsdam dans leurs relations futures avec l'Espagne ».

Le délégué de l'Uruguay, M. Mac Lachen, déclare, à son tour, que la délégation uruguayenne appuie très vivement la résolution du Panama. Il convient, de l'amender, conformément à la résolution norvégienne, en modifiant le paragraphe 3 du projet de résolution pour y remplacer « en tenant compte de » par les mots : « agir en accord avec ».

« La résolution du Panama, ainsi modifiée, doit être approuvée par acclamations ».

Le délégué du Venezuela, M. Biconfillares, après avoir rappelé la chaleureuse amitié du peuple du Venezuela pour le peuple espagnol, donne son adhésion totale à la résolution du Panama « dans l'espoir que l'Espagne démocratique remplacera bientôt celle de Franco ».

L'assemblée entend ensuite M. Kisselev, chef de la délégation de Bielo-Russie qui, rappelant l'aide donnée par Franco à Hitler, demande énergiquement que Franco soit mis à l'index.

« J'espère qu'il y aura bientôt des changements en Espagne et que ce pays sera sous peu doté d'un gouvernement élu selon les principes démocratiques », déclare alors M. Noël Baker au nom de la délégation britannique. « La résolution du délégué du Panama s'appuie sur les décisions prises lors de la conférence de Potsdam. Ces décisions sont les résultats d'une longue histoire. Le peuple britannique n'a pas oublie cette histoire ni les leçons qu'il en a tirées. »

Le délégué de la Yougoslavie, monte ensuite à la tribune et appuie, lui aussi, la proposition du délégué du Panama ainsi que l'amendement norvégien.

Le délégué du Mexique

Le délégué du Mexique, M. Consobi, déclare ensuite :

« Le gouvernement républicain espagnol n'a jamais, à nos yeux, cessé d'exiter. Nous ne cherchons pas à intervenir dans les affaires intérieures de l'Espagne, la forme de gouvernement et la politique sont le souci du peuple espagnol lui-même, mais je ne puis m'empêcher de dire qu'aucune place ne peut être accordée dans une assemblée internationale à un gouvernement qui a accédé au pouvoir avec l'aide des pays fascistes. Le gouvernement républicain espagnol, auquel le Mexique est lié d'honneur, devrait avoir, dès maintenant, le droit de parler pour lui-même au sein de cette assemblée. Notre seul désir est que la faction qui a été mise au pouvoir en Espagne par des armes fascistes ne soit jamais représentée.

On adopte la résolution avec l'amendement norvégien. Parmi les quarante-quatre nations présentes, quarante-deux ont voté la mise au ban de la société de Franco et deux se sont abstenues. Pas une seule voix pour Franco. Le jour-même où le monde apprenait l'expulsion du régime franquiste de la « civilisation occidentale chrétienne ». Franco déclarait dans son discours de Ségovie d'un ton qui voulait être arrogant :

— Si nous ne pouvons regarder à l'extérieur, nous regarderons à l'intérieur.

Son nombril.

Giral est entré à Paris sous notre drapeau et aux sons de *La Marseillaise*

Le 8, à dix-huit heures, par l'avion « Constellation » le président Giral est arrivé à l'aérodrome de Paris, accompagné de son fils. Les ministres : MM. Torres Compania, Horacio Prieko, Leyva, Irifon Gomez, le général Sarabia et Nicolau d'Olwer étaient là pour le recevoir. Il y a aussi des délégations de la C. N. T d'Espagne, de la U. G. T. du P. S. O. E.. du comité France-Espagne, un groupe de déportés socialistes français, des citoyens espagnols et des journalistes, beaucoup de journalistes. M. Largo Caballero, malade, avait fait excuser son absence.

Lorsque M. Giral apparut à la portière de l'avion, tout le monde se découvrit et un grand drapeau républicain, déployé, s'avança vers le Président qui le salua. Ce sont des instants d'intense émotion. Le président embrassa ses collègues :

— Comme il sent bon l'air de la France ! leur dit-il.

C'est en vain que les journalistes demandèrent une interview. Ils obtinrent la seule déclaration que voici :

« La justice de notre cause triomphera, j'en suis certain. Au moment de fouler la terre française où j'ai reçu un accueil émouvant, je désire exprimer ma gratitude au gouvernement français.

Comme des amis voulaient l'aider à traverser l'aérodrome, il leur a répondu : « Malgré mes 73 ans, je suis encore assez solide pour accomplir la mission de rendre à l'Espagne la place qu'elle mérite. »

Au monment où la foule des voitures franchit la sortie de l'aérodrome pour s'engager sur la route de Paris, le président Giral et sa suite furent l'objet d'ovations de la part de plusieurs centaines de réfugiés espagnols.

Par mesure de sécurité, contrôle très strict à l'entrée du terrain d'Orly. Et les réfugiés espagnols n'ont pas été autorisés à y pénétrer. Nullement découragés, ils attendirent dehors l'arrivée du « Constellation ».

Et quand le président Giral est passé, ils l'ont acclamé. Ils ont chanté « La Marseillaise ». M. Giral, descendant de voiture, était très ému.

L'un des réfugiés lui déclare :

— Vous êtes notre de Gaulle, monsieur le Président.

Et M. Giral de dire, à ce moment-là :

Oui, je voudrais être le de Gaulle de la République espagnole.

Le président Giral demeure au pavillon Rockefeller de la Cité Universitaire. C'est là qu'il a reçu les premières visites et où, le lendemain, se tint le premier Conseil des ministres.

La rupture avec Franco serait imminente

NEW-YORK. L'annonce officielle de la rupture des relations diplomatiques entre la France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis avec l'Espagne franquiste qui devait d'abord coïncider avec l'arrivée de M. Giral, à Paris, semble maintenant imminente.

DERNIERE HEURE

Démenti du président GIRAL

RECEVANT notre directeur M. Ricardo Gasset, le président Giral a formellement démenti toutes les sois-disant interviews publiées dans la presse française ou étrangère. Il a même demandé à notre directeur de vouloir bien rendre publique sa décision de ne pas plus donner d'interview aujourd'hui qu'il n'en a jamais données jusqu'ici. Toutes les déclarations qui lui ont été prêtées jusqu'à maintenant, tant par les agences de presse que par certains journaux sont apocriphes.

Sa situation actuelle en France ne lui permet pas de faire des déclarations. Il veut se borner à travailler et à faire les démarches nécessaires pour arriver au but.

Le Président Giral entend respecter les devoirs que lui crée la généreuse hospitalité, qu'au nom de la France, lui a accordé le gouvernement de la République sœur.

DISQUE

Acquis au prix de nos morts

Ça va déjà mieux pour nous aussi, mais ça ne va pas vite. Notre chemin est long, et parce qu'il est droit il y en a qui s'entêtent à le rendre tortueux. Nous comprenons, nous, très bien que le langage de la diplomatie n'exige pas un langage direct, mais plein de détours et d'images. L'Espagne qui souffre à l'intérieur, comme à l'extérieur, elle ne le comprend pas. Si ça ne va pas aussi vite qu'il faudrait, c'est que, dans l'affaire espagnole, on procède à sens unique. Tout le monde est d'accord à l'O. N. U. pour répudier le régime Franco. Il vient d'être condamné par le nouveau monde de demain, qui est en train de maître aujourd'hui. Cependant tout le monde n'est pas d'accord pour reconnaître les droits de l'Espagne républicaine. On dirait qu'il ne s'agit pas d'une affaire es pagnole mais d'un problème de vainqueurs. On ne bannit pas le général Franco parce que c'est un tyran, parce qu'il a été incapable de rendre son peuple heureux, mais parce qu'il a été le collaborateur d'Hitler et Mussolini et parce qu'il n'a pas été neutre. Ce n'est pas un dictateur qu'on condamne, mais un ami des vaincus. Il a été séparé des N. U. en tant que séquelle du problème italo-allemand. Dans le fond la doctrine est juste et absolument orthodoxe au point de vue du droit international. Mais elle ne peut être appliquée unilatéralement. Franco n'a pas été neutre, ni nous non plus, nous les républicains qui représentons l'Espagne et qui avons été chassés par la collaboration italo-allemande. Franco a joué la carte de l'Axe comme nous avons joué celle des Alliés. Et ceci, dès le premier jour, dans un jeu loyal qui nous a coûté des grosses pertes.

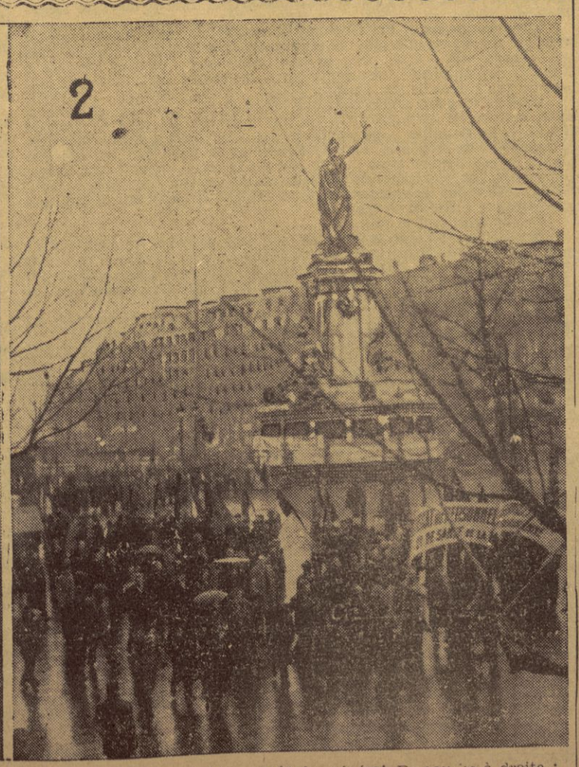
Toute la terre française est semée de tombes espagnoles. Les Espagnols républicains ont laissé leur vie dans les maquis, dans les camp de la mort allemands et sur tous les théâtres de guerre. Oradour-sur-Glane, Mauthausen, La Pointe-de-Grave se répètent à plusieurs reprises. C'est normal et nous ne réclamons aucun prix. Les républicains espagnols aiment tellement la France que leur sacrifice et leur appui dans les heures sombres est déjà vieux. Pour nous, 1939 n'est que la suite de 1914. Pendant l'autre guerre, notre Espagne a envoyé ses hommes combattre et mourir à côté des hommes français. « Les gestes de la Légion », de Gômez-Carrillo, n'a pas été écrit en 1939 ou en 1944, mais en 1916. Notre intervention en France ne réclame donc aucun dommage. D'ailleurs, la France commence à nous récompenser en bon argent.

Je veux attirer l'attention des autres, c'est-à-dire des Anglais et des Américains. Je tiens à leur rappeler que toutes les campagnes de libération, en Europe comme en Afrique, ont été les témoins du courage espagnol et ont été payées du sang espagnol. Ça date de Narvik. Le 8 juin 1941, quand les troupes anglaises, venant de Palestine, attaquèrent la Syrie, après avoir soumis l'Irak, le général Dentz demanda aux républicains espagnols de s'enrôler volontairement pour les combattre. Pas un seul volontaire ne répondit à cet appel. Ceux qui y furent obligés de force profitèrent de la première occasion pour passer dans les rangs anglais. Après cela, les républicains espagnols luttèrent à Sollum, à Fort-Capruzzo. A Bir-Hacheim ils formaient 90 pour cent de la Légion étrangère. Ils prennent une part active à l'Alamein et si le canal de Suez reste anglais, ils ont leur part d'effort et de gloire. Ils ont fait prisonniers tous les hommes de la 90e division blindée allemande à Enfidaville y Djebel Carsi. Ils étaient présents à la rupture de la ligne Gustave, et les eaux du Garigliano, au pied de Monte-Casino, coulent rouges du sang républicain espagnol. Ils sont rentrés à Rome... Quand un jour on écrira l'histoire impartiale de la guerre universelle, le monde sera étonné de savoir l'ampleur de la contribution du soldat républicain du Jarama que l'on croyait vaincu à l'Ebre et qui a poursuivi son combat depuis le canal de Suez jusqu'au Rhin. L'histoire prouvera à profusion dans quelle mesure nous avons été partout combattants à côté des Alliés.

La logique veut donc que si Franco est condamné pour avoir joué la carte de l'Axe, nous soyons, nous, considérés comme tous ceux qui ont joué celle des Alliés. On a fabriqué au sujet de l'Espagne un slogan qui devient injuste et dangereux : « Une intervention pourrait éveiller la xénophobie espagnole et donner des résultats contraires à ceux que l'on cherche », disent les Anglais. Quelle erreur ! L'Espagnol n'a jamais été chauvin. Le sentiment le plus enraciné de l'Espagnol n'est nullement la xénophobie, mais la justice. Ses œuvres les plus remarquables, celles qui font la grandeur de pensée d'un peuple, ne louent pas nos gestes héroïques, ou nos colonisations, ou nos découvertes. Elles s'appellent « Don Quijote », « El Alcalde Zalamea » ou « Fuenteovejuna ». Elles constituent des exaltations jusqu'au sublime du sentiment de la justice.

Nous avons été vos alliés dans la guerre, dans le sacrifice et dans le martyre. Notre alliance a été scellée depuis 1940 avec du sang espagnol, généreux, parce que volontairement versé. Votre victoire est aussi la nôtre. Et si toute victoire comporte des droits, nous avons acquis nos droits au prix de nos morts. Ne faites pas une justice à sens unique. Rendez-nous-en notre part : une justice d'anciens alliés.

A. FERNANDEZ ESCOBES.



1. Le 2 février, à Londres, les membres de l'O. N. U. ont élu à l'unanimité M. Trygve Lie, secrétaire général. De gauche à droite : M. Spaatz, président, M. Gladwyn Bebb, ancien secrétaire et M. Trygve Lie. — 2. Place de la République, à Paris, les organisations de gauche, syndicalistes et diverses groupements de la résistance défilent pour commémorer les journées des 9 et 12 février 1934, qui marquèrent le sursaut du peuple français contre les menées factieuses. (New-York Times, photos.)

BULLETIN INTERNATIONAL

A PROPOS DE L'INDONÉSIE

On sait comment s'est réglé le conflit anglo-soviétique, motivé par la présence des troupes britanniques en Grèce. L'obstination du cabinet de Londres à réclamer du conseil de sécurité un verdict le lavant de toute accusation d'ingérence dans les affaires du pays occupé, a fini par être récompensée. Les soldats anglais en garnison à Athènes et dans le Péloponèse ne menacent pas la paix du monde. Ils seront maintenus sur place jusqu'à ce que des élections libres aient permis au peuple grec de faire connaître ses volontés.

Mais l'affaire était à peine réglée que l'attaque se poursuivait à propos de l'Indonésie. L'Ukraine s'intéressait au sort des anciennes possessions hollandaises et M. Mancuilski, son représentant, demandait, là encore, le retrait des régiments de Sa Majesté. Il faut bien reconnaître qu'à Java comme à Sumatra, de nombreuses imprudences ont ete commises. Dans toutes ces régions qui avaient connu grâce à l'administration des Pays-Bas une prospérité sans exemple, les Japonais avaient pratique la même politique d'excitation nationaliste qu'en Indochine, en Malaisie et en Birmanie. La « sphère de prospérité de la Grande Asie Orientale » fut à ce sujet une trouvaille de génie. Elle dressait partout le Jaune contre le Blanc, avec une astuce diabolique. Les résultats de la propagande nippone, qui étaient destinés à se perpétuer même en cas de défaite, ne se firent pas attendre. En Indonésie notamment, le Dr Soekarno, qui pendant un certain temps se posa en champion de l'indépendance, avait été un notoire « collaborateur ».

Les Hollandais ne disposant que d'effectifs militaires trop faibles, ne purent assurer d'emblée le contrôle de leurs anciennes possessions. (Ils en sont du reste encore incapables.) Comme en Indochine, les Britanniques appartenant aux armées du sud-ouest asiatique leur prêtèrent main forte, d'abord et avant tout pour désarmer les troupes japonaises d'occupation. Telle était à l'origine leur mission. Mais beaucoup de « Japs », après avoir armé les nationalistes, étaient passés dans leurs rangs pour les initier aux secrets de la guerre moderne; si bien que les Anglais débarqués à Batavia, à Soerabaya et ailleurs, ne purent pas toujours discerner à qui, exactement, ils avaient affaire.

Le général anglais Mallaby s'étant rendu au quartier général nationaliste de Soerabaya pour discuter avec le Dr Soekarno, tomba dans un guet-apens et fut assassiné avec plusieurs de ses officiers. Premier chaînon d'une série d'attentats suivis trop souvent de représailles cruelles.

A l'heure actuelle, les deux grandes îles de l'Océan Indien sont loin d'être soumises. L'intérieur de Java est au pouvoir d'un gouvernement qui conteste à celui de Batavia, soutenu par les Hollandais, le droit de parler au nom des anciens colonisés. Et les Britanniques, eux, sont toujours là, aidés de temps à autre — et c'est cela qui est grave — par des contingents japonais réarmés, dont ils se servent comme de tous leurs autres mercenaires. En agissant de la sorte, mettent-ils « en danger la paix du monde »? Le mot est bien gros. On ne voit pas quelle est la grande nation qui pourrait se mettre en tête de déchainer une guerre pour faire cesser ce « scandale ». La phraséologie qui a cours à Londres grossit à plaisir les incidents les plus minimes. Et il est curieux que l'émotion des Ukrainiens ne se soit pas manifestée, par la même occasion, à propos de l'Indochine, où la situation, jusqu'à un certain point, est analogue.

Ici encore, la question à résoudre dépasse singulièrement le cadre restreint de l'Indonésie. De même qu'à propos de la Grèce et de l'Iran, il s'agissait de savoir si les petites nations devaient, dans l'organisation nouvelle de la planète, rester l'enjeu des querelles entre les Grands, de même, à propos de l'Indonésie se pose le problème universel des relations entre colonisateurs et colonisés. Tous les peuples européens, sous la pression des circonstances, ont cru devoir comme on dit « lâcher du lest ». Des partis nationalistes, d'inspiration très diverse, ont fait leur apparition sur tous les territoires d'outre-mer qui furent, à un moment quelconque de la guerre, occupés par d'autres troupes que celles des maîtres primitifs. Les soldats de l'Axe en Tunisie, ceux du Tenno en Indochine, en Birmanie et dans l'archipel de la Sonde, ceux des Etats-Unis au Maroc ou en Afrique Occidentale, ont laissé derrière eux, volontairement ou non, par la propagande ou par le simple exemple de leur vie, des ferments inquiétants. Les promesses mêmes que les peuples libres, au plus fort de la lutte, leur ont faites, pour obtenir leur concours, ne sont pas oubliées. Il y a là un état de fait dont il serait dangereux de ne pas tenir compte. Nationalisme et aspirations démocratiques ne vont pas nécessairement de pair, et il est bien des colonies où l'indépendance revendiquée se marquerait, une fois obtenue, par le retour au pouvoir de vieilles classes dépossédées par la conquête européenne. Quand les trusts ne financent pas ses partisans dans l'espoir d'en obtenir plus tard des avantages économiques.

Il n'en reste pas moins que les colonies sont destinées — comme l'a marqué pour la France la conférence de Brazzaville — à ne plus se rattacher aux métropoles que par des liens de plus en plus ténus. Et sur ce point, le système de « trusteeship » — s'il est bien compris et appliqué « correctement » — peut marquer un progrès sur le passé. Une colonie soumise à une surveillance internationale doit, théoriquement, connaître un climat de liberté dans lequel elle pourra évoluer sans heurt jusqu'au self-governement. Mais, en pratique, le système peut aussi s'avérer décevant. Certaines nations ne lui sont favorables, que parce qu'il permet de revendiquer l'égalité douanière avec le possesseur actuel du pays; d'autres ne songent qu'à se substituer par ce moyen à l'ancien propriétaire et à faire du territoire convoité une base de départ pour de nouvelles acquisitions. Le « trusteeship », si « trusteeship » il y a, doit être international jusque dans les organes d'administration de la colonie soumise à ce régime. Exactement comme les bases militaires, les régions dangereuses de l'Allemagne, les grands fleuves ou les détroits.

Bien entendu, il ne devrait comporter qu'une simple surveillance politique et laisser à la nation civilisatrice le droit de maintenir par priorité sa culture, à côté de la culture indigène, dans les colonies ainsi soustraites à sa souveraineté. C'est ce qu'ont fait les Etats-Unis à Cuba et aux Philippines qui, en dépit de la conquête, ont gardé presque intact leur caractère spécifiquement espagnol. Le monde, en effet, ne peut que trouver avantage à ce que, sous tous les cieux, survive l'esprit de l'Europe, même lorsque le vieux continent, père de toute civilisation, aura, dans le domaine matériel, perdu sa suprématie.

Pierre ORSINI.

L'ESPAGNE RÉPUBLICAINE

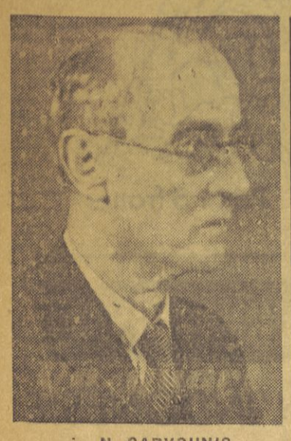
Bureaux : 10, rue du Languedoc

DIRECTEUR : Ricardo GASSET — GERANT : Dr A. BOYA

GFP 3321

Un quart d'heure avec... L'E. A. M.

« Si les Alliés n'ont pas appuyé la monarchie grecque, pourquoi appuieraient-ils celle d'Espagne »



J. N. CARVOUNIS

Le Palais de la Mutualité, aux abords du Quartier Latin, est presque le cœur de Paris, et quelque peu aussi, encore et malgré tout, le cœur du monde. J'y ai écouté des orateurs de toutes les races, défendant toutes les idées, parlant toutes les langues. J'y ai entendu des Espagnols peu après octobre 1934 et des Espagnols pendant la guerre qui suivit le soulèvement.

Je viens d'y entendre des Grecs de l'E. A. M. qui sont passés par Paris, avant d'aller à Londres.

Dans la vaste salle, il y avait les Grecs de Paris, beaucoup de Français et des hommes de tous les pays, car le monde entier s'intéresse à la Grèce depuis que Churchill reçut à Athènes un Noël de coups de feu.

Un socialiste monte à la tribune. Puis un libéral agraire. Les uns parlent grec, d'autres un français lent et correct d'Université.

Mon cœur d'Espagnol nostalgique bat à l'unisson de ces cœurs grecs qui, parfois, ont un rythme presque hellénique et à l'unisson du cœur de pierre de la Mutualité.

AU GRAND-HOTEL

Les klaxons ne réussissent pas à monter jusqu'à cette petite chambre bon marché du Grand-Hôtel, tout près de l'Opéra. Nous pouvons causer tranquillement.

En face de moi, un homme à la figure couverte de rides. Derrière ses grandes lunettes à monture d'écaille, des yeux noirs et inquiets. A côté de moi, un homme sec, mince, portant aussi des lunettes.

Ils parlent posément, ils pèsent leurs mots. Leur français, bien qu'ils le parlent avec aisance, ne leur permet pas de donner aux mots la vie que sans doute ils pourraient leur donner dans leur langue maternelle. Car ce qu'ils disent est sincère et vibrant.

Ils disent :

LE ROI ET LE PEUPLE

— Le nouveau gouvernement grec est plus à gauche que tous ceux qui l'ont précédé, quoiqu'il ne soit pas encore une image fidèle de la volonté du pays. C'est un gouvernement républicain, car le peuple entier est républicain en Grèce. Le roi s'enfuit devant l'ennemi. Le roi, qui avait été imposé par les militaires, leur avait donné le pouvoir avant la guerre.

» Métaxas avait subjugué le peuple grec comme dans les temps les plus noirs de la domination turque. Des impôts, des répressions, la famine, le pouvoir absolu des propriétaires terriens et des trafiquants internationaux.

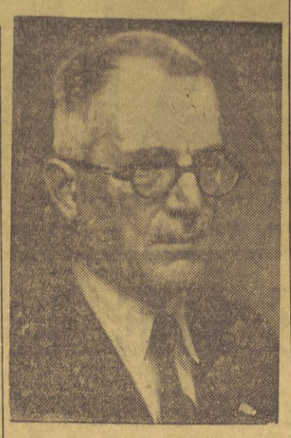
» Pendant la guerre d'Espagne, Métaxas achetait des armes aux Allemands et il les vendait à Franco, pour tromper le blocus. Badossakis, un grand industriel, était l'agent de Franco à Athènes. Nous... c'est-à-dire tout le peuple grec, les partis de gauche et les organisations ouvrières, les syndicats, nous pouvions bien peu de chose, car nous vivions pratiquement dans la clandestinité. Les grèves étaient interdites et, avec le roi, la terreur régnait. Cependant, le peu qu'on pouvait faire on le fit de tout cœur et avec tout le dévouement que vous pouviez attendre de nous.

» A l'heure actuelle, personne ne veut rien savoir du roi qui vivait tranquillement à Londres pendant que le peuple se battait contre les Allemands. Personne ne veut rien savoir des généraux du roi. Le gouvernement anglais lui-même qui, tout d'abord semblait bien disposé à l'égard du roi, a compris que ce serait s'opposer à la volonté du pays que de le soutenir. C'est pour cela que les Anglais ont aidé à la formation de l'actuel gouvernement constitué par des républicains. C'est un excellent symptôme pour vous. Si, en Grèce, les Alliés ne veulent pas d'une monarchie, pourquoi la voudraient-ils en Espagne ? »

Ils nous parlent encore des almogavers, du duché catalan d'Athènes, de Byron...

DEUX POIGNEES DE MAINS

Ces deux hommes sont des membres distingués de l'E. A. M., le véritable Front populaire ou conseil de la résistance grec. L'un d'eux est le professeur Georgalas, titulaire de la chaire de minéralogie à l'Université d'Athènes, membre de l'Académie grecque, représentant du parti socialiste dans le comité central de l'E. A. M. L'autre est un journaliste, M. Carvounis, chef de la presse de l'E. A. M.



M. G. GEORGALAS

« Nous faisons tout notre possible pour informer le peuple grec des problèmes espagnols. Le souvenir de votre héroïsme nous a beaucoup aidé dans notre lutte contre les nazis. Penser à Franco renforce notre intransigeance dans la lutte contre les tentatives de restauration monarchique en Grèce. Vous le voyez bien : nous sommes vos débiteurs en partie double. La Grèce, appauvrie par la guerre, menacée à l'intérieur par les restes du fascisme, peut très peu de chose. Mais la Grèce ne renie pas ses dettes. »

Et deux poignées de mains — des mains qui ont lutté contre les Allemands et contre les réactionnaires — mettent un point d'exclamation à la fin de notre entrevue.

Paris, janvier 1946.

V. ALBA.

LA VIE de l'art espagnol

GOYA

GOYA représente l'Espagne éternelle, avec ses exagérations, ses coups de barre, ses changements subits de la gaieté à la tragédie, des castagnettes à la révolution, de l'idylle passionnée à la jalousie dramatique, du soleil éblouissant à la nuit sans étoiles.

Goya est l'incarnation vivante de cette eau-forte qu'est l'Espagne même, une eau-forte originale et puissante sur laquelle Dieu et la Nature ont versé ce jeu d'ombres et de lumière qui fait son charme et son caractère. En Goya luttent et se confondent le sens tragique que l'humanité donne à la vie et toute la sublime poésie qui se dégage de la Nature.

Il y a des figures de grands hommes qui peuvent se « découper » de leur pays et de leur époque, tout en restant « eux ». Voyez Velazquez, par exemple : c'est un maître de l'école espagnole — comme Goya — mais sa figure appartient à l'art universel. N'importe lequel de ses tableaux dépasse les limites de l'espace et du temps. Goya, par contre, ne peut être compris, expliqué, ni aimé sans l'histoire d'Espagne. Il est Espagnol jusqu'à la moelle. Il a toutes les vertus et tous les défauts, tous les attraits et toutes les disgrâces de son pays. Son œuvre reflète sa patrie. On commande à Velazquez de peindre « La reddition de Bréda », mais personne ne charge Goya de composer les « Scènes d'invasion » ni les « malheurs de la guerre », dans lesquels le peintre est devenu historien et patriote. La plupart des « Caprices » constituent des sujets délicieux de romans picaresques. Ses planches sur la « Tauromachie » et ses compositions sur des sujets de genre, sont le miroir fidèle de l'Espagne de son temps.

Osons lancer une affirmation audacieuse : si Goya n'avait pas vécu l'époque tourmentée et tragique qu'il vécut et dans l'ambiance qui l'entoura, sa personnalité artistique aurait été toute autre. Nous ne nions son génie qui se serait développé dans n'importe quel siècle, mais il est certain que l'épanouissement de son art aurait été différent. Pour user d'un terme stendhalien, il aurait « cristallisé » sous une forme distincte, probablement plus plate et plus lumineuse, sans l'acide de ses satires, ni les ombres de ses cauchemars, ni les arêtes de ses créations monstrueuses. On aurait probablement connu le Goya de « La Pradera de San Isidro », le Goya de « La Maja nue », le Goya de « Saint Antoine de la Florida »... Mais, par contre, un autre Goya ne se serait pas révélé : le génie des Caprices et des Proverbes, des Scènes d'invasion, de la guerre de l'Indépendance espagnole.

Goya sauva artistiquement son siècle. Il arriva juste au moment voulu pour tirer la peinture espagnole de la médiocrité et de la décadence où l'enfonçaient l'académisme et le rococo agonisant. Libre d'influences étrangères (quoiqu'il se dire lui-même l'émule de Rembrandt), très personnel, très espagnol surtout, Goya est le peintre qui se classe comme représentant d'une école personnelle, la sienne, qui consiste à n'en avoir aucune. Il est le maître qui n'aura jamais besoin de signer ses œuvres, celles-ci portant un cachet qui ne peut prêter à confusion. Il est l'artiste qui sait se créer un style, une personnalité, avec tant de vigueur, de force et de maîtrise, qu'aucun autre ne pourra le suivre ni l'atteindre.

La géante figure de Velazquez dans l'art espagnol du siècle précédent crée un vide difficile à remplir. La lacune du chaos de vulgarité qui va de Velazquez à Goya est ouverte par l'ombre du maître des « Buveurs » et la « Reddition de Bréda ». Il est difficile de dépasser un maître, et cette tâche ne peut être réussie que par un autre maître aussi fort, aussi puissant que lui. Goya avait dans le sang le génie de la peinture, la magie de la couleur, l'obsession de saisir le mouvement dans la composition. Il sentait le besoin d'exprimer ses sentiments, ses pensées, ses impressions ou ses rêves avec le pinceau et la palette. Et il nous apparaîtra successivement comme peintre naturaliste en peignant merveilleusement la nature et des sujets de genre, comme peintre satirique, en décrivant plastiquement ses pensées, comme peintre impressioniste en nous donnant ses eaux-fortes puissantes tirées de la réalité qu'il vécut et comme peintre de gravures en nous révélant le secret de ses rêves et de ses visions étranges...

Son génie lui donnait un élan créateur inépuisable. Ecrivain, il aurait été le Cervantès de son siècle. Orateur, il aurait électrisé les foules. Poète, il aurait composé des poèmes sublimes. Mais ses moyens d'expression n'étaient ni la parole ni la plume. Il avait autant que cela, peut-être plus que cela, pour conquérir l'immortalité : il avait le pinceau et les sept couleurs de l'arc-en-ciel.

SA VIE

FRANCISCO de Goya Lucientes naquit à Fuentetodos (petit village à quelques kilomètres de Saragosse), le 31 mars 1746. Il était, donc, Aragonais d'origine, « maño », « baturro » de race. Les caractéristiques traditionnelles de l'Aragonais ont toujours été l'énergie, la sobriété et la volonté, cette dernière portée jusqu'à l'entêtement. C'est pour cela qu'en Espagne, de quelqu'un qui veut atteindre un but « malgré tout », l'on dit : « Il est têtu comme un Aragonais. » Une anecdote populaire enracinée dans le folklore espagnol nous présente un typique « baturro » marchant à pied au milieu de la voie ferrée. Soudain le train arrive à une grande vitesse et la locomotive se met à siffler désespérément pour prévenir le « maño » que le mécanicien croit distrait. Mais celui-ci, qui a bien entendu les cris terribles de la machine, continue son chemin sans bouger, au milieu des rails, en exclamant : « Siffle, siffle, voyons qui s'écartera ! »

Goya, comme nous allons le voir, fait honneur à deux des traits caractéristiques de sa petite patrie : l'énergie et la volonté. Il n'en est pas de même pour la sobriété car, s'il est assez sobre dans les dépenses de sa vie, relativement modeste, il est, par contre, exubérant et exagéré, pour le reste : comme peintre, il est d'un fécondité exceptionnelle, comme don Juan il a une douzaine de maîtresses, comme père il a vingt et un enfants.

Les parents de Goya étaient d'humbles paysans aragonais (1). Ils avaient beaucoup de soucis pour élever leurs quatre enfants : François, Camilo, Rita et Tomàs.

Le petit François fréquenta l'école du village jusqu'à l'âge de 8 ans. Les parents et les vieux du village, auxquels l'on demandait des détails de la vie du peintre quand celui-ci devint célèbre, racontaient qu'enfant il était la terreur des arbres fruitiers des environs. Il aimait la « sierra », les buissons, les nids de pies, le grand air et tout particulièrement les courses villageoises. Il n'aimait guère la discipline scolaire. Quelque intelligent et vif, c'était un « élève dissipé », un mauvais écolier trop nerveux, trop inquiet et trop bohème pour supporter les quelques heures de captivité de l'école.

Domènech de BELLMUNT

1. Certains biographes soutiennent que le père de Goya était artisan doreur. D'autres assurent qu'il était paysan. Finalement, il y en a qui nous le présentent comme étant berger. Ce qui ne fait pas de doute, c'est qu'ils habitaient une humble maison du village et qu'ils menaient une vie plus que modeste.

Le catholicisme peut-il soutenir le franquisme ?

LETTRE OUVERTE au directeur du journal catholique de New-York « The Tablet »

Nous avons reçu de Barcelone la lettre suivante que nous traduisons ci-dessous. Elle est adressée au directeur du journal catholique américain dont les campagnes franquistes ont déjà une section quotidienne dans la presse espagnole. Cette lettre a été aussi communiquée à la B. B. C. de Londres. Son auteur l'a écrite en castillan car, nous dit-il, il a de très bonnes raisons pour croire que les meneurs de la campagne de diffamation contre la République espagnole sont aussi des Espagnols. Nous en donnons la traduction française pour fournir aux catholiques français des éléments pour connaître et juger l'état actuel de la question.

Voici la lettre dont nous ne pouvons révéler le nom de l'auteur. Il est en Espagne. Et ceci explique cela. Tout en le justifiant.

LES Journaux catholiques qui défendent la ligne de conduite du gouvernement espagnol ne se rendent pas compte du mal immense qu'ils font au catholicisme. Les fascistes espagnols tentent de donner l'impression qu'ils sont les authentiques défenseurs de la religion catholique et ils font du catholicisme une bannière de combat sous laquelle ils cachent le despotisme et la tyrannie.

Ne pouvant déjà plus compter sur la collaboration des fascistes allemands qui ont perdu la guerre après avoir tenté d'exercer une odieuse hégémonie sur touts les peuples d'Europe, on peut comprendre que les fascistes espagnols cherchent un refuge dans le catholicisme, qui a de si profondes racines en Espagne, pour y trouver un point d'appui.

Tous les catholiques du monde désirent propager les doctrines de l'Eglise pour accroître le nombre des croyants. Est-ce que M. le directeur du journal catholique « The Tablet » croit qu'en défendant la tyrannie et le despotisme il réussira à christianiser les masses qui méconnaissent les vérités évangéliques ?

Il n'existe pas, en Espagne, une lutte entre croyants et non croyants, mais une lutte entre partisans de la liberté et défenseurs de la tyrannie. Il ne faut pas alors, faire dévier la question et l'orienter sur des chemin dangereux. Si les Espagnols pouvaient exprimer publiquement leurs opinions, le directeur de « The Tablet » et ceux qui pensent comme lui seraient convaincus qu'il y a des milliers de catholiques qui sont les ennemis du régime franquiste. Et il est tout naturel qu'il en soit ainsi.

Comment serait-il possible que le peuple sympathise avec les catholiques s'ils lui donnaient l'impression que ce sont eux qui maintiennent le régime fasciste, l'auteur de si grands maux en Espagne?

C'est en cela que les journaux catholiques qui se sont instaurés champions du régime franquiste, quoique heureusement très rares, et même convaincus qu'ils servent l'Eglise, contribuent à aprofondir encore davantage l'abîme qui existe entre les catholiques et ceux qui méconnaissent ou qui ne sont pas d'accord avec ses doctrines.

Peut-il être un défenseur du catholicisme l'homme qui aspire à vivre librement comme l'on vit dans la plupart des pays d'Europe, si nous lui disons que ce sont les catholiques qui soutiennent le général Franco, celui qui refuse aux Espagnols le droit d'exprimer publiquement leurs opinions politiques et sociales? Si le catholicisme se pose lui-même en obstacle au triomphe des régimes démocratiques, il est tout naturel que le peuple considère les catholiques comme des ennemis de la liberté.

Pour toutes ces raisons, nous qui avons toujours été fidèles à l'autorité de l'Eglise, qui avons soutenu ses doctrines à la tribune et dans la presse, nous ne saurions permettre que, pour la défense d'un régime sombrant sous le poids des crimes qu'il a commis, ou tente de salir la bannière blanche et éclatante du catholicisme en faisant croire aux nigauds que le général Franco est un envoyé de Dieu qui est venu au monde pour défendre les intérêts de l'Eglise.

Est-ce peut-être que le directeur de « The Tablet » ignore que toute la presse espagnole est muselée par le gouvernement et que les journalistes qui ont refusé d'écrire sous sa dictée ont les mains liées pour qu'ils ne puissent mettre leur plume au service de la vérité?

Il objectera, sans doute, que dans la zone péjorativement appelée rouge, on a commis, dans le temps, quelques excès. C'est vrai, monsieur le directeur. Mais, peut-on citer une seule révolution qui n'ait eu ses excès et ses victimes innocentes? Quand éclata, aux Etats-Unis la guerre civile entre les Etats du nord et ceux du sud, des bandes de scélérats en profitèrent pour commettre des vols audacieux et des crimes inouis. Il serait bien injuste d'attribuer ces crimes à ceux qui luttaient pour un idéal.

Lorsqu'une convulsion sociale se produit, ceux qui n'eurent jamais une pensée noble et élevée surgissent de la fange et se jettent dans la mêlée avec une férocité effroyable, pour satisfaire leurs ambitions et leur soif de vengeance.

Le général Franco, pour grimper au pouvoir, agita les eaux stagnantes et son ambition sans limite donna prétexte à toutes les folies et à tous les excès. Au Parlement espagnol, il n'y avait qu'un nombre insignifiant de communistes qui triomphèrent en s'appuyant sur les républicains. Il n'est pas vrai alors, que le général Franco ait provoqué la guerre civile, la plus odieuse de toutes les guerres, pour la défense de la civilisation chrétienne en danger. Le général Franco n'avait pas d'autre but que celui de faire triompher à nouveau, en Espagne, le militarisme que la République avait affaibli. Voilà la vraie cause de la guerre civile espagnole.

Nous ne contestons pas que des « incontrôlés et incontrôlables », qui sortirent des bas-fonds sociaux, aient commis des crimes abominables dans la zone rouge. Mais est-ce que des crimes semblables n'ont pas été commis dans la zone improprement appelée nationale? Il n'y avait pas là d' « incontrôlés »; même pas ceux qui avaient surgi de la fange, mais il y avait les compères du général Franco. Là, ces crimes ont été commis impunément parce que personne n'a pu lancer une accusation contre les partisans du régime fasciste, qui ont les mains pleines de sang.

Peut-être le directeur de « The Tablet » n'a-t-il pas encore été informé que le général Franco a mis sa signature au bas des sentences de mort dictées contre sept généraux qui refusèrent de seconder le mouvement fasciste?

C'étaient peut-être des incendiaires ces généraux qui n'ont pas voulu être déloyaux envers le pouvoir légalement constitué? Peut-être ne sait-il pas aussi qu'on a fusillé le recteur de l'Université de Valence et celui de l'Université d'Oviedo pour avoir commis le seul crime de ne pas penser comme le général Franco?

Est-ce que des milliers et des milliers d'Espagnols qui ont été fusillés, ont commis des crimes et des vols? Si oui, l'Espagne serait la nation la plus abjecte du monde.

Etait-il un homicide, le grand poète Garcia Lorca, qui Franco a fait assassiner?

Etait-il un vulgaire voleur, le docteur Batistini, l'un des plus prodigieux représentants de la science espagnole?

De quel crime était donc coupable l'avocat catholique Carrasco Formiguera?

Quel acte moralement répréhensible avait donc commis le journaliste Rahola, qui fut fusillé pour avoir écrit un article où il protestait contre l'aide que portait l'Allemagne à l'armée commandée par le général Franco?

Quel crime avaient commis les députés socialistes qui ont été fusillés pour avoir triomphé aux dernières élections législatives? Quel crime avaient donc commis les milliers d'ouvriers, exécutés sans procès ni jugement, aux premiers jours du mouvement de rebellion? Si, quand le mouvement a éclaté, le général Franco avait triomphé, pas un seul homme aux idées démocratiques ne serait resté vivant en Espagne.

Il est possible que les journaux étrangers qui soutiennent le régime fasciste espagnol ignorent que les tribunaux militaires ont condamné à mort plusieurs prêtres de la région basque. Quels délits furent commis par ces prêtres? Ils n'avaient fait autre chose que de rester fidèles aux traditions, aux caractéristiques raciales et à la langue de leur région.

Le général Franco, par conséquent, respecte non seulement les prêtres qui se soumettent à sa volonté, mais il se proclame l'ennemi de ceux qui veulent conserver leur liberté d'action.

S'il est tellement catholique, pourquoi n'a-t-il pas encore signé un concordat avec le Saint-Siège? C'est qu'il n'a pu parvenir à un accord avec le Pape parce qu'il veut se réserver le droit de nommer les évêques espagnols et parce qu'il veut que sur la mitre des prélats il y ait l'emblème fasciste et l'aigle impérial. C'est pour cette raison que, lorsqu'on fit part à l'illustre cardinal docteur Vital y Barraquer de l'étonnement que causait son attitude hostile et son aversion pour le régime fasciste, le vénérable prélat répondit dignement : « Il est vrai que les rouges ont détruit des églises; mais le général Franco a fait bien davantage : il a détruit l'Eglise espagnole ».

Les partisans de celui qu'on appelle pompeusement « caudillo » tachent de faire croire qu'ils ont les mains propres et que jamais ils n'ont été subordonnés aux Allemands, comme si c'était un secret que leur « caudillo » n'obtint sa victoire que grâce à l'aide d'armées étrangères. Il suffit de parcourir la presse pour voir bien clairement que le général Franco a été toujours, pendant la guerre, un vassal d'Hitler. Les défenseurs du général Franco ignorent-ils que de nombreux citoyens espagnols ont été punis d'amende et de prison pour le seul fait d'être alliés aux consulats des nations alliées chercher le communiqué de guerre, alors que les fascistes espagnols croyaient que l'Allemagne allait gagner la guerre?

Ces mêmes défenseurs du général Franco ignorent-ils qu'il n'était pas possible de projeter un film de propagande alliée et que, même dans les derniers temps, lorsque les Allemands avaient perdu la guerre, les phalangistes, en signe de protestation, brûlèrent plusieurs fauteuils d'un cinéma dont le propriétaire avait osé donner un film dans lequel on mettait en relief l'effort fait par la femme américaine et sa participation à l'industrie de guerre? Ont-ils oublié que, lorsque les Etats-Unis entrèrent en guerre, le général Franco, dans un discours prononcé devant des représentants des organismes fascistes, proclama que l'effort des Etats-Unis était inutile parce que l'Angleterre avait déjà perdu la guerre?

Si quelqu'un a la hardiesse de défendre un régime qui a commis tant de cruautés, qu'il le fasse pour son propre compte, mais qu'il ne nuise pas au prestige et à la grandeur du catholicisme.

Si M. le directeur de « The Tablet » croit qu'il faut que le général Franco continue de détenir le pouvoir et que les Espagnols ne sont pas dignes même d'aspirer à un régime démocratique où pourraient prévaloir la raison et la justice, il a le droit indiscutable de mettre sa plume et son journal au service de la tyrannie espagnole.

Mais il n'a pas le droit de donner l'impression de prêter son appui au fascisme en se prétendant le représentant ou l'interprète des catholiques américains parce que le catholicisme est au-dessus des luttes qui divisent les hommes, et parce que pour être catholique il n'est nullement nécessaire d'abdiquer les doctrines démocratiques. La démocratie, en effet, n'est en aucune façon incompatible avec le dogme catholique.

Ceux qui se placent à l'avant-garde des armées phalangistes, tenant dans leurs mains le drapeau du catholicisme, causent un préjudice immense à la religion.

Je regrette, monsieur le directeur de ne pouvoir mettre ma signature au bas de cette lettre, il y a une telle intolérance en Espagne et nous avons nous, les Espagnols, si peu de liberté qu'il suffirait que mon nom fusse imprimé pour que les autorités fascistes ordonnent immédiatement mon arrestation. Seuls, ceux qui ont été enfermés dans les prisons espagnoles savent ce qui s'y passe.

Est-ce bien là le régime idéal et chrétien dont vous êtes, monsieur le directeur de « The Tablet », le dévoué défenseur?

UN CATHOLIQUE.

A l'ombre de PERON

ALCALA ZAMORA a écrit un livre absurde, demandant une République sans élections, ni parlement, ni libertés

LE peuple a un instinct formidable qu'il appliqua à Alcala Zamora, lorsqu'il lui retira sa confiance politique, et le surnomma « El Botas » (« Le Godillot »). Un sobriquet est une définition synthétique et pittoresque, résumant les qualités physiques ou morales d'un homme. Parfois, il est simplement une caricature verbale. Les pieds d'Alcala Zamora étaient aussi remarquables que ceux de l'ex-président Lebrun, et le peuple qui les voyait avancer, difformes et en angle surnomma Alcala Zamora « El Botas », voulant indiquer par là qu'il gouvernait la République avec ses pieds. Aujourd'hui, cet homme, qui n'appartient à aucun parti, qui n'a ni amis, ni crédit politique, et qui s'opposa, sans succès du reste, à ce que ses fils, idéalistes magnifiques, s'enrôlassent dans l'armée républicaine, cet homme, dis-je, vient de publier un livre dans lequel les « Botas », qui le rendirent jameux, apparaissent à nouveau. Ce livre a pour titre : « Regimen politico de convivencia en Espana », avec ce sous-titre : « Lo que no debe ser y lo que de e ser ».

Il peut se résumer ainsi : La République a, en Espagne, plus de facilité et plus de force qu'une monarchie pour maintenir l'ordre et appliquer la loi, mais, comme les partis et l'élan des masses sociales enflamme l'ambiance, il faudra que la République soit autoritaire, que l'on accorde les pleins pouvoirs au gouvernement, sans faire d'élections qui équivaudraient à une reprise des hostilités. Ce gouvernement consulterait un conseil constitutionnel qui freinerait le pouvoir suprême, éviterait les frottements avec l'exécutif et permettrait la continuité aux chefs de l'Etat. Les élites assureraient la concorde, en marge des partis, et on pourrait penser à accorder graduellement plus d'ampleur au système représentatif. Entre-temps, ni liberté de presse, ni liberté d'opinion. Garanties de sécurité personnelle, libertés domiciliaire, juridictionnelle et de conscience, oui, mais libertés politiques, non. Les exilés seraient amnistiés, mais resteraient en surveillance, afin de les empêcher de reprendre des activités tumultueuses. Quant à la politique extérieure : Revendication de l'Afrique, usurpée par la France, et de Gibraltar, et, en Amérique, hispanité. Le germanophile actif de 1914 renait, l'Espagne impériale aussi.

Les jascistes peuvent approuver pleinement les élucubrations d'Alcala Zamora. Aujourd'hui, il n'y a pas de monarchie en Espagne. Que Franco, au lieu d'Etat, baptise son Espagne République, et tout ce qui sépare l'ex-président du « caudillo » s'écroule. N'oublions pas que les élections qu'Alcala Zamora repousse, ne les considérant pas nécessaires, sont les Constituantes, celles de 1931 restant en vigueur. Mais alors, s'il repousse des élections normales, comment concilier les pleins pouvoirs indéfinis accordés au premier gouvernement, avec la primitive légalité républicaine ? Alcala Zamora, qui accuse les partis et les syndicats d'avoir systématiquement et dans tous ses articles, violé la Constitution depuis 1931, commencerait le gouvernement de conciliation en réalisant la plus grande violation constitutionnelle, après la violation intégrale faite par les militaires. Et si le gouvernement devenait tyrannique et stérile, qui établirait ses responsabilités ? En cas de crise, qui veillerait à la succession ? Qui donnerait les pleins pouvoirs et fixerait leur extension et leur durée ?

Il n'y a rien de plus baroque que la dialectique d'un grand avocat civiliste devenant ordonnateur politique. Les avocats peuvent apporter aux assemblées parlementaires leurs expériences de polémistes et leurs connaissances juridiques. Rarement un grand avocat est un grand politicien. Alcala Zamora nous en a fourni la preuve pendant sa présidence. Il nous la fournit maintenant dans son livre. Personne ne demande des élections immédiates. Cette réserve n'est pas inspirée par la crainte de débordements populaires, mais par la nécessité d'un nouveau recensement électoral et l'établissement des garanties évitant l'exercice du pouvoir exécutif par la contrainte de l'ancienne police, de la garde civile, et la prépondérance d'un parti, tel le parti phalangiste, qui a possédé tous les ressorts gouvernementaux.

Les peuples d'Europe, les vainqueurs et les libérés, afin de reconstruire leur vie, ont procédé, en moins d'un an, à des élections, sous un gouvernement provisoire. En Espagne, il faut agir de même : un gouvernement provisoire et, après une préparation sérieuse, des élections, non pas constituantes, mais ayant simplement pour but de rétablir le libre jeu des partis qui sont l'organisation politique interne de la nation. Le pouvoir exécutif fera le reste, empêchant les représailles excessives.

La concorde ne peut venir que du suffrage universel. L'âme de la démocratie est avant tout la bonne entente. Dans la loi des majorités, il y a une domination acceptée qui n'est pas de la tyrannie, mais qui se base sur la rénovation que peut donner la majorité à la minorité. Et ainsi la loi émanant des votes et acceptée par la minorité, se con-

Mario L'HOSPIED

(Suite page 3)

PARALLÈLE SYMPATHIES et MÉPRIS

VERITABLEMENT il n'y a plus d'hésitation possible. Les esprits les plus chagrins ne peuvent plus ergoter, leurs dernières illusions s'envolent — c'est bien clair, c'est bien net. L'Organisation des Nations Unies, avec calme et éclat, a claqué la porte sur le nez — un peu gros — de Franco.

Il ne lui reste plus d'espoir. La décision officielle est prise. Il ne lui sera plus permis de s'introduire, comme il l'escomptait, dans la Société des Nations Unies. Il était au ban de cette société. Il y reste. Ainsi étaient les lépreux dans les temps anciens.

Des savonnages et des rinçages successifs ne sont pas arrivés à nettoyer ses mains que tant de crimes ont souillées, pas plus que des confidences, seul à seul, avec le saint sacrement, ne sont arrivées à blanchir sa conscience, une conscience insensible aux deuils de son peuple, aux ruines de son pays.

Inutiles tous ses replâtrages de ministères, semeurs d'illusions, aussi maladroits qu'inopérants. Inutile l'abandon du titre — sonnant si bien — de Caudillo, jugé par lui-même sans doute trop peu glorieux et rappelant de trop près ceux de Führer et de Duce, qu'il est préférable de laisser tomber dans l'oubli, comme le temps maudit qu'ils évoquent. Inutiles les promesses fallacieuses d'élections « sincères et honnêtes », réservées uniquement, si elles avaient jamais lieu, à quelques privilégiés et hommes de main.

Inutile tout, tout et tout...

Malgré sa meilleure volonté un noir sera toujours un noir, qui ne peut espérer pouvoir un jour devenir blanc. Franco de même, présentement et dans la suite des temps, restera Franco, pour aussi subtiles que soient ses ruses, pour aussi acrobatiques que soient ses pirouettes, pour aussi divines que soient ses inspirations et intuitions.

Quoiqu'il pense, quoiqu'il veuille, quoiqu'il fasse, la démocratie est en marche. Les régimes totalitaires ont vécu. Le sien aussi.

Cette décision de l'O. N. U., tout au moins inamicale à son égard, n'est d'ailleurs pas le résultat d'un mouvement de colère subit, ou simplement de mauvaise humeur. Chaque nation, on en convendra, a eu le temps de mûrement réfléchir, de se faire sur le chef du gouvernement actuel de l'Espagne une idée aussi exacte que possible et de le juger à sa jauge.

L'Europe entière, en son temps, a perçu les cris de ses victimes. L'Europe entière se souvient des massacres d'Oviedo et de Guernica. L'Europe entière sait que par sa rebellion il a provoqué la plus horrible et la plus honteuse des guerres, la guerre fraticide. L'Europe entière a recueilli, avec compassion, des Espagnols fuyant leur patrie comme on fuit un lieu menacé par un cataclysme, une éruption de volcan par exemple. L'Europe entière a su qu'il avait servi de pantin à ceux qui rêvaient de mettre le monde à feu et à sang pour mieux asservir les peuples et qu'il avait livré sa patrie pour qu'elle serve de champ de manœuvre et d'expérience pour l'assaut final. L'Europe entière a su qu'il avait écrit, le 3 juin 1940, à son compère Hitler, dont il s'avouait par là même le complice : « Je n'ai pas besoin de vous assurer combien est grand mon désir de ne pas négliger vos besoins et combien ma satisfaction sera vive de vous rendre les services que vous apprécierez le plus. Avec mes meilleurs vœux pour l'avenir et la grandeur de l'Allemagne et avec l'expression de mon inaltérable affection et amitié... »

L'Europe, l'Europe entière a su tout cela et se souvient. Elle n'a pas pardonné, elle ne pouvait pas pardonner.

Mais elle a voulu aussi éviter que se renouvellent de telles ignominies.

Ce n'est d'ailleurs qu'un premier pas.

La sentence a été rendue dans le calme qui convenait et avec la dignité qui s'imposait.

Elle est sans appel. Il ne reste d'ailleurs plus personne dans son camp pour prendre la défense du coupable. A nul mieux qu'à lui peut s'appliquer le fameux et bruyant « qu'il reste seul... avec son déshonneur » qu'un opéra français a immortalisé « Vœ soli! »

A tout condamné il reste le droit, en attendant l'ultime cigarette, de maudire ses juges. Ce serait bien peu connaître notre survivant dictateur que de penser qu'il va se répandre en récriminations violentes et aux imprécations tumultueuses. Il prend au contraire un air résigné, presque boudeur, et se contente de bluffer. Ça lui a si bien réussi jusqu'au jour de l'effondrement total des autres membres de sa famille politique.

Un discours à Ségovie lui en a fourni l'occasion. Il l'a saisie aux cheveux, si l'on peut dire et, dans une phrase sibylline, que soulignait, comme il convenait, une moue hargneuse, il a mis à nu tous sa pensée, concentrée et puissante, que certains de ses thuriféraires prennent pour une véritable trouvaille : « Si nous ne pouvons pas vivre en regardant à l'extérieur, nous vivrons en regardant à l'intérieur. »

La chose est fort simple, en vérité. Il s'agissait d'y songer, comme disait l'autre, Christophe Colomb peut-être.

Il n'est pas question en tous cas ici de savoir si cela est possible et si on ne risque pas l'asphyxie à respirer toujours le même air, à plus forte raison lorsqu'il est vicié au départ.

Nous présumons qu'une telle réflexion n'a pas dû troubler, outre mesure, les hommes d'Etat qui siègent à l'O. N. U. Les débats de cette assemblée universelle ne semblent pas, pour une telle boutade, avoir perdu de leur sérénité.

Mais pendant que Franco ainsi pérore, applaudi par ses sbires, José Giral, sans phrases, mais avec la sereine dignité d'un dépositaire indiscutable de la volonté populaire de son pays, met le pied sur le sol de France, après l'invitation cordiale qui lui en fut faite par l'Assemblée législative et avec l'autorisation régulière, et on peut le dire amicale, du gouvernement de la République.

La nouvelle est connue à l'O. N. U. Elle n'a soulevé aucune protestation, mais bien plutôt a été accueillie par des signes non équivoques de contentement, qui comportent une grosse part de remerciements à la France, reprenant, par ce geste, la tête des démocraties.

Le président Giral est à peine installé, à peine a-t-il eu le temps de reprendre contact avec ses ministres et avec des amis chers séparés par l'exil, qu'on apprend, de source sûre, que le gouvernement français vient de décider d'accorder le visa d'entrée, en France, à M. Martinez Barrio, président légal et légitime de la République espagnole.

N'est-il pas de bon augure que l'arrivée du président du conseil espagnol ait eu lieu et que l'arrivée prochaine du président de la République puisse être attendue, justement dans la période où la France célèbre l'anniversaire du jour où elle a refoulé les troupes factieuses et cagoulardes qui tentaient un coup de force contre l'Etat pour instaurer dans le pays de la liberté un régime fasciste, devant avoir sa place, lui aussi sans doute, dans l'axe Rome-Berlin, prolongé jusqu'à Madrid, selon la volonté expresse de Serrano Suner ?

Les événements se précisent enfin dont certains communiqués de presse, plus ou moins tendancieux, mais toujours malveillants, n'arriveront à arrêter le cours. Les faits sont là qu'on ne peut nier, même si on les déplore.

Les amitiés se multiplient autour des présidents Martinez Barrio et José Giral et par conséquent autour de la République espagnole. Elles ne se manifestent pas, ces amitiés, seulement du bout des lèvres, mais par des actes positifs et efficaces. Parallèlement l'étau se resserre sur Franco, sur son régime et sur sa clique. L'abandon est total. Autour de lui le désert. Ses amis ont disparu emportés par la tourmente qu'ils avaient voulue ou vomis, rejetés ou détruits par leurs peuples. Il n'y a même plus des indifférents, mais il y a partout des accusateurs.

Si mes souvenirs sont exacts, c'est à M. Antonio Maura, chef du parti conservateur espagnol et plusieurs fois président du Conseil des ministres sous le règne béné d'Alphonse XIII, que l'on doit, dans un style pour une fois clair, la boutade suivante : « Les dictateurs comme les bicyclettes tombent quand on les lâche. »

Triste sujet de méditation, en vérité, pour un dictateur que l'Europe au cours de son Assemblée plénière a refusé d'admettre dans son sein.

Vade retro, Satanas!

François DONNEZ.

Largo Caballero gravement malade

Lors, de l'arrivée, à Paris, du Président Giral, M. Francisco Largo Caballero avait été excusé pour cause de maladie.

Le leader du parti socialiste espagnol, une des plus nobles figures de l'Internationale socialiste, ancien Président du Conseil des Ministres venait, en effet, de subir une opération chirurgicale très délicate qui semblait avoir pleinement réussi.

Selon nos toutes dernières informations l'état de santé de l'illustre homme d'Etat républicain aurait gravement empiré et inspirerait à ses proches et à ses nombreux amis les plus vives inquiétudes.

Si la déportation dans les sauvages camps nazis n'a fait que raffermir ses solides convictions démocratiques, elle a fortement ébranlé sa santé et dangereusement hypothéqué sa constitution.

Nous sommes certains d'être les fidèles interprètes de tous les Espagnols et de tous ceux sans distinction de nationalité, dont

Desde una silla de Canaletas

LA BUHARDILLA. — Esta vez no es mi observatorio una de las sillas de mimbre de las Ramblas. Demasiado a la vista. Estos días no es posible ver a nadie en Barcelona, ni en ninguna ciudad española. A nadie quiere decir a quienes son algo... a los que todavía no nos hemos dejado vaciar por el Caudillo. Gran pesca policiaca. Los calabozos de España entera están llenos. El doctor Giral en París. Don Juan en Lisboa... y los españoles en las comisarías.

Era de esperar. Pero a pesar de que todos hagamos unos días de vida de buhardilla, no por esto dejan de salir manifiestos y pasquines. Los « pasmas » andan locos, rendidos. Si la República les asegurara la impunidad con vacaciones, se volverían republicanos.

Y en la cuarta galería de la Modelo, siete hombres hacen antesala al campo de la Bota. Y en Madrid, y en Valencia, y en Málaga, y en todas partes, la muerte acecha vestida de uniforme.

Pero no importa. En el Pardo tampoco duermen tranquilos.

MUNICH. — He aquí un recorte del « A.B.C.» :

« Fué una farsa la Conferencia de Munich ? Los aliados se imaginaban que, efectivamente, los alemanes no querían más que entrar en posesión de los distritos con mayoría germánica de Checoslovaquia mientras que para Hitler se trataba de mucho más : del derecho del Tercer Reich de establecer su hegemonía en el centro y el este de Europa, sin intervención, en absoluto, de otras grandes potencias. La anexión de Austria significaba el cerco de la República de Benes; la pérdida de los distritos Sudetes representaba para Checoslovaquia su desaparición; el protectorado de Bohemia-Moravia equivalía a la destrucción de la Pequeña Entente, y ello, a su vez, facilitaba a Hitler libertad de actuación contra Polonia. En el problema que nos ocupa la paz era indivisible; no se podía tocar a un punto sin quebrantar la solidez de los demás. Los aliados debían haberse mostrado enérgicos desde el primer momento cuando Alemania se retiró de la Liga de Naciones o, por lo menos, cuando introdujo el servicio militar obligatorio. Los aliados no protestaron contra la anexión de Austria y cedieron en Munich ante la presión de Hitler. Como podría sorprender el hecho de que Hitler haya visto en Munich la justificación de esu política, encaminada a la hegemonía continental? Acaso la palabra « farsa » resulte demasiado fuerte y sea más apta la expresión de « juego con las palabras, los conceptos y las intenciones. »

Y que lo digan ellos! Aunque nosotros bien podríamos recordárselo a las democracias... porque Madrid y Munich se parecen en algo más que en la inicial.

BENEFICIOS. — Los « productores» (o sea, los obreros) participan en los beneficios. La legislación social del nuevo Estado es de lo más avanzado que pueda imaginar, etc... Por ejemplo, los obreros del ramo de la alimentación (colmados, panaderos, carniceros etc.) han cobrado en un año 91.000 pesetas por participación en los beneficios de sus amos... perdón, de sus « empresarios ». 91.000 pesetas cada uno? No, entre todos... unas cuatro pesetas por barba..

Si los patronos pagan impuestos de acuerdo con las cifras de beneficios que han servido para establecer esta participación, no es envidiable la tarea del ministro de hacienda Bueno, de todos modos, la tarea de un futuro cesante no es nunca envidiable.

LOS ULTIMOS DE FILIPINAS. — Es, por si no lo sabeis, el título de una película nacional. Trata de la gesta del general Cerezo y treinta españoles que resistieron a 5.000 filipinos, allá por el 1898. Es un canto mal fotografiado a los gabilos. En España somos así, no? Mas la verdad es que el general Cerezo, el héroe, no fué tal, que la resistencia la impuso pistola en mano un teniente medio loco que murió antes de la rendición. Algo así como lo ocurrido con Moscardó en el Alcázar de Toledo.

Pero lo importante es que los gabilos españoles quedan bien « cuatro cañones, una bandera al viento, treinta españoles... y sus riñones! » Esto lo dice, textualmente! la propaganda de este film de matamoros. Así conciben ellos la grandeza de España. Por riñones!

HUELGAS! — Sí, sí, huelgas. Ya comenzábamos a desacostumbrarnos de esta palabra. Hubo una, la primera, en unas cuantas fábricas de Barcelona, cuando se terminó la guerra. Huelga de simpatía aliada.

Ahora hay más. En Manresa, los cinteros. En Alicante, los pescadores. En Vigo, los conserveros. En Sevilla, 2.000 obreros de la Hispano-Suiza. En Madrid, los tipógrafos de... de « Arriba! », el órgano de Falange. Por mejoras de salario, por la jornada de ocho horas — en 1946! — por los seguros.

Hasta los estudiantes, en Barcelona, hijos de papá y camisas azules en su mayoría, han hecho huelgas.

Pero, lo habías acaso olvidado? Franco significa orden... y comisarías llenas.

PETROLEO! — En 1939 se descubrió oro en Cáceres.

En 1940, un alemán descubrió en España la manera de hacer carburantes con las zanahorias, « gasolina vegetariana » como lo llamó la gente. En 1941, en Peñarroya se sacaba petróleo de la pizarra. Y después de cinco años de devanarse los sesos, ahora los servicios de propaganda aseguran que en Zamora hay petróleo.

No sería por temor a que los Estados Unidos dejen de mandarnos el suyo?

ORGAZ. — Los fabricantes de bulos están de enhorabuena. Ha muerto el general Orgaz, al cual siempre le colgaban los intentos de pronunciamiento que se fabricaban en sus cabezas... para excusarse de la necesidad de hacer ellos la resistencia.

Es una lástima que Orgaz haya muerto. Con su figura paternal y sus donativos a los presos, mientras él estuvo de capitán general en Cataluña firmó más de cuatro mil penas de muerte.

Por mucho que se lo deseen no descansará en paz.

26 DE ENERO. — No me había acordado de hablaros de las fiestas de este día. Hubo mitin en el Olimpia. Los catalanes estamos tan contentos con la liberación, que para ensalzarla hubieron de hablar el señor Ibañez, el coronel Pumarola y el señor Fontes de Albornoz. Todos catalanísimos, como su nombre indica.

ELLAS. — Ellas se han reunido en Consejo nacional, y han acordado que no les basta con lo que tienen. En consecuencia, la sección femenina de F.E.T. y de las J.O.N.S. acuerda :

« Que todas las Secciones femeninas de España pongan un especial interés en la organización de sus juventudes, mediante :

» a) La creación en todos los pueblos de las secciones de Margaritas, Flechas y Flechas azules;

» b) La afiliación, en los colegios, a las Juventudes de la S.F., e implantación en los mismos de las « tardes de enseñanza »;

» c) La organización de turnos de albergue para escolares afiliados en estas actividades. Pondréis un especial cuidado en la organización de los albergues, vigilancia continua de enseñanzas, y de todas aquellas cosas que puedan menoscabar el prestigio del albergue, porque se trata de incorporar a la Falange a la clase escolar, bastante distanciada hasta el día de estas actividades. »

No hay emigradas que sientan la tentación de venir, al leer esto?

VICTOR.

Le Courrier des réfugiés

—o— Acaba de fundarse en Burdeos la « Federación española dea Enfermos Crónicos e Invalidos », que agrupa a los enfermos crónicos y enfermos tuberculosos, así como a aquellos españoles cuyo porcentaje de invalidez (superior al 25 %) les impida desenvolverse cívica y económica dentro de la sociedad. La Comisión orzanizadora de la F. E. E. C. I. está compuesta exclusivamente de compañeros inválidos-enfermos hospitalizados, elegidos por los enfermos inválidos de Bordeaux La dirección es : F. E. E. C. I., Mariano Puente, 18, rue des Gants, Bordeaux (Gironde).

—o— Se ruega encarecidamente a todos los asturianos, afiliados al Partido de Izquierda Republicana, de Asturias, que envíen lo antes posible su nombre y dirección actual a Salustiano Palacios, 89, avenue J.-Jaurès, Carmaux (Tarn), con el fin de enviar a Méjico una relación y que nuestros correligionarios y paisanos allí residentes puedan enviarnos unos paquetes con ropas, efectos y algunos pesos.

—o— Madame Jean Lachter, 56, rue Saint-Aubin, à Angers (Maine-et-Loire), quisiera saber noticias de su marido que, en junio de 1943 partió a España desde Perpignan, con objeto de incorporarse en el ejército francés de Africa. Rogamos toda clase de informes que puedan orientar respecto a su paradero.

—o— En la Asamblea general celebrada el día 10 del actual en Toulouse, se ha adoptado por inmensa mayoría la siguiente resolución :

« En prueba de acatamiiento al gobierno de la República, la Asamblea general de la Agrupación profesional del Cuerpo de Seguridad (regional de Toulouse) acuerda su disolución y designa una comisión liquidadora, que se encargara, en el mas breve plazo posible de dar el destino señalado en los reglamentos a la documentación, fondos y enseres de la misma, facultandose a dicha comisión para que empiece a actuer inmediatamente. »

Las personas o entidades que tengan asuntos pendientes de resolución con la Agrupación, se dirigiran al secretario de dicha comision D. Luis J. Rico, 34, rue Saint-Jérôme, Toulouse.

La comision liquidadora : S. Segovia, J. Carrion, J. Calderon, J. Navarro y Luis J. Rico.

Alliance économique

Parlons ENCORE du vin

(Suite de la 1re page)

D'abord, il faudra aller chercher le vin dans les caves espagnoles et le charger sur les wagons. Mais les Espagnols ont du matériel et s'ils n'en ont pas assez, nous pouvons leur apporter le concours de celui dont nous disposons à proximité de la frontière.

Notre département des Pyrénées-Orientales est justement assez bien outillé à cet égard.

Ensuite, il faudra transférer ce vin des wagons espagnols (qui ne peuvent pas dépasser la frontière à cause du gabarit des voies), sur les wagons français. Ce sera en grande partie facilité par l'emploi des centaines de remorques dont nous avons parlé plus haut. Il ne faut pas longtemps pour équiper les gares frontières si elles ne le sont déjà : Puigcerda par exemple !

Pourquoi Puigcerda ?

Parce que de Puigcerda à Paris, toute la France peut être desservie par la ligne électrique, plus facilement utilisable que les autres, car les Allemands nous ont enlevé peu de locomotives électriques, alors qu'il nous ont enlevé beaucoup de loomotives à vapeur.

Enfin, dernière difficulté : le paiement par la France à l'Espagne du vin acheté.

L'accord d'une banque française avec une banque espagnole le résoudrait facilement, ou plus simplement encore, la création par la Banque de France d'un mandat mixte import-export.

Exemple : L'expédition de 100.000 francs de vin serait couverte par un mandat d'une telle somme à l'ordre de l'expéditeur, payé par le destinataire.

Dès 1947, ce mandat donnerait droit à son bénéficiaire à l'ouverture d'un compte courant à la Banque de France sur lequel il pourrait, jusqu'à épuisement, tirer tous les chèques destinés à payer les marchandises (quelles quelles soient) qu'il voudrait recevoir de France.

Le choix ne lui manquerait pas, ni non plus, nous le savons puisque nous en connaissons de nombreux, les concours pour trouver la marchandise qu'il rechercherait.

Ainsi naîtrait, entre l'Espagne et la France, le plus important mouvement d'affaires que leurs relations commerciales aient jamais connu.

A. BEDOUCE.

Ancien ministre des Travaux Publics (1936).

Une Conférence de M. Raymond BADIOU

maire de la ville de Toulouse

Sous le titre « Perspectives franco-espagnoles », M. Badiou a prononcé, à la salle du Sénéchal, samedi dernier, une conférence comprise dans le cadre du cycle de solidarité vers l'Espagne, organisée par la Fédération locale de la Confédération nationale du travail.

Il commença par rappeler le soulèvement militaire de 1936, dont l'importance et la portée ne furent saisies que par une élite, pour l'être ensuite par tous à la lumière des faits.

« Personne ne discute plus, aujourd'hui, dit-il, que la guerre mondiale a commencé en Espagne. »

Il continua, faisant remarquer que si une résistance en Afrique du Nord n'a pas été possible, cela a été dû, sans aucun doute, au voisinage de Franco qui, d'ailleurs, est intervenu directement dans la guerre par la prise de Tanger.

Il expliqua, plus tard, l'énigme que représente la survivance de Franco par les courants économiques qui se rencontrent en Espagne. Il est d'avis que, malgré tout, une telle situation ne peut s'éterniser, parce que l'opinion publique mondiale est assez forte pour imposer, tôt ou tard, le départ de Franco.

Il exprima ensuite son espoir de voir le problème se résoudre par une attitude énergique de la France que, renforçant l'opinion publique anglo-saxonne, entraînerait la décision des gouvernements respectifs.

Parlant de l'arrivée de M. Giral en France, il réclama pour Toulouse l'honneur de le recevoir bientôt au Capitole.

Il examina ensuite les possibilités qui s'offraient aux deux Républiques voisines pour resserer leurs relations à tous les points de vue :

Sur le terrain politique pour qu'elles puissent se servir de leur expérience, puisque toutes les deux sont socialement avancées.

Dans le terrain économique, les relations seraient fortement facilitées par le complément qu'offrent nos productions et nos besoins respectifs. Il rappela, à ce sujet, la phrase de la personnalité espagnole qui demandait que les courants économiques aillent librement de l'un à l'autre pays, comme s'il ne s'agissait que d'un seul en réalité.

Quant au problème colonial, qui se pose pour les deux Républiques en Afrique du Nord, et qui se posera pour elles, comme il se pose déjà pour d'autres pays, il soutint qu'il doit être résolu ensemble, entre peuples libres : la France et l'Espagne d'un côté, et le Maroc de l'autre, car le peuple marocain a aussi le droit à la liberté et mérite d'être traité en frère mineur et non en esclave.

En somme, un succès pour M. Badiou, qui a encore augmenté la dette de gratitude qu'ont envers lui tous les Espagnols républicains.

A L'OMBRE DE PÉRON

(Suite de la page 2)

vertit en Loi. Le suffrage conduit vers l'accord. Peu importe la lutte civile qui empêche la guerre civile. En rentrant en Espagne, un immense désir de polémique remplira les réfugiés qui ont souffert d'un silence de dix années et qui aspirent ardemment à dialoguer avec l'adversaire, non pas en dialogues violents, mais politiques. Cette expansion verbale et écrite qu'Alcala Zamora veut empêcher fera plus pour la paix intérieure que toutes les orthopédies des pleins pouvoirs. Si cette expansion ne peut se réaliser, si la censure étrangle la presse et la prohibition la parole, l'animosité cherchera d'autres dérivatifs. Mieux encore, L'entente causée par la contrainte créera un nouveau motif d'irritation et le gouvernement devra se convertir en gouvernement gendarme pour ne pas avoir voulu l'entente par la liberté.

Ce fut, en 1930, l'erreur de Berenguer de vouloir soutenir Alphonse XIII avec le double jeu de contraintes et de libertés. Si Alphonse XIII avait abdiqué en faveur de son fils, et si l'on avait restauré pleinement la Constitution sans intermittences autoritaires, peut-être que le 14 avril n'aurait pas eu lieu. Alcala Zamora sait quelque chose de tout cela, et malgré cela il demande maintenant un nouveau Berenguer, en transformant Alphonse XIII en un gouvernement de force contrôlé. Si on n'a pas imposé à l'Europe une convalescence politique, pourquoi veut-on qu'il en soit différemment pour l'Espagne ? La concorde a été obtenue par la liberté, de la Vistule à la Seine. La concorde entre ceux qui aiment la liberté, car si les collaborateurs ont été exclus de la vie civile par toute l'Europe, en Espagne il faut faire de même envers les phalangistes. Que les catholiques et les monarchistes s'organisent, écrivent, occupent les tribunes, mais pas les phalangistes. Et lorsque les républicains n'auront plus les assassins devant eux, la tolérance règnera spontanément, mais elle ne viendra pas par les chemins tortueux qu'Alcala Zamora préconise.

C'est que l'homme politique de Priego garde, en son for intérieur, le ressentiment de sa destitution. La première partie de son livre est une diatribe minutieuse et violente contre tous les hommes et les partis républicains. La Constitution, selon lui, était déjà un cadavre poignardé par les gauches, quand les militaires tirèrent sur elle. Depuis mars 1939, il n'existe plus légalement, ni parlement, ni organismes, ni hiérarchies républicaines. Les « Cortes » de Mexico sont des « Cortes » fantômes avec des députés immortels. Alors, pourquoi, si le franquisme a démonté tout le mécanisme républicain, Alcala Zamora prétend-t-il conserver la légalité républicaine ? Si la République est vivante, vivants sont aussi ses organismes. Eux lui donnèrent le jour, la nourrirent et la soutinrent. Ce qui est en exil, c'est l'esprit, ce sont les hommes, c'est la loi et ses structures. Plus tard, on pourra les congédier, mais, en attendant, ils sont les prêtres et les gardiens de l'autel profané. Alcala Zamora admettrait qu'un roi détrôné maintint ce qu'il croirait sa légitimité, attachée à sa personne. Eh ! bien, ce qui est valable pour une monarchie, doit l'être aussi pour une république. Des élections donnèrent l'investiture aux députés et un gouvernement légal nomma les fonctionnaires. Tant que de nouvelles élections ne désigneront pas d'autres Cortes, et tant qu'un gouvernement républicain ne déclare pas vacantes les charges publiques, les députés resteront députés et les fonctionnaires, fonctionnaires.

La République est un bloc qui va de ses fondations légales, nées d'élections qui se cristallisèrent en une Constitution, à n'importe quel agent de police en passant par les députés. Si l'on repousse le droit actuel des députés républicains, il faut repousser aussi cette continuité en vigueur de la République. A cause de cela, pour faire partie d'une légalité, n'importe quel député républicain a plus de force légale que don Juan. M. Alcala Zamora est un mauvais avocat ignorant le jeu des prémices, et sa logique politique peut être détruite par le plus simple syllogisme.

La République, oui, Alcala Zamora la demande, mais pour la mettre ensuite en tutelle. Ni élections, ni parlement, ni liberté de presse, d'association, de manifestation. Tout viendrait lentement. Quelle différence établit-il donc, entre le régime franquiste et le sien? Aucune. Un nom. Et comme il continue à détester tous ceux qui le destituèrent et tous ceux qui lui substituèrent Azana, comme son âme et son œuvre n'abritent que rancœurs, Alcala Zamora demande que les réfugiés amnistiés soient soumis à une surveillance, de Giral aux militants. A ceux qui ont formé le carré autour de la République et souffert sept ans d'exil, Alcala Zamora accorde une lettre de créance de suspects. En République, un million de républicains, ceux persécutés par Franco et ceux qui lui échappèrent, vivraient en liberté provisoire.

Et qui défendrait la République? Alcala Zamora ne se pose pas cette question. M. Alcala Zamora prétend seulement substituer sur l'écusson de l'Espagne le joug et les flèches par des « godillots » munis, si possible, d'éperons d'officier de la garde civile.

Mario L'HOSPIED.

RESUMEN SEMANAL de noticias de prensa

✪ Como consecuencia de una denuncia, la policía de Barcelona ha sorprendido una reunion clandestina de la C.N.T. en un bar del Paralelo. Rodeada la casa por los guardias, después de fuerte tiroteo, han detenido a 23 asistentes. Hay cinco obreros sindicalistas muertos y siete policías. Los 23 detenidos han sido conducidos a la prision, donde se les ha juzgado sumarisimamente y han sido condenados a muerte.

✪ En la prision de Alcalá de Henares se ha producido un motin, con sangrientos resultados. Han fusilado cuatro presos y se han tomado severas medidas para restablecer el orden. Cuatro hombres y una mujer han sido detenidos.

✪ La Asamblea de las Naciones Unidas está estudiando el pavoroso problema del aprovisionamiento mundial de víveres. Como consecuencia de la guerra y de las malas cosechas, mil millones de seres humanos están amenazados de hambre.

✪ La Sociedad de Naciones Unidas ha elegido definitivamente como sede temporal la ciudad de New-York, por 29 votos contra 13.

✪ Igualmente ha decidido que los criminales de guerra sean juzgados en el lugar en que cometieron sus crimenes.

✪ El 10 de marzo se procederá en toda Francia al censo general de la poblacion.

✪ M. Byrnes, ministro de Estado americano, ha desmentido formalmente la informacion publicada por una agencia francesa afirmando que los Estados Unidos apoyarían al llamado pretendiente Don Juan.

✪ El generalísimo Stalin ha pronunciado su primer discurso después de la victoria, dirigido a los electores de la circunscripcion de Moscú que llevan su nombre.

✪ Los ilustres escritores franceses Georges Bernanos y Jacques Maritain han sido nombrados caballeros de la Legion de Honor.

✪ Dado el papel importante que jugo Cristino Garcia en la resistencia francesa, el gobierno francés ha dado instrucciones a su representante en Madrid para que intervenga cerca de las autoridades franquistas en favor del condenado.

LA CONMEMORACION DEL ONCE DE FEBRERO

En el café de la Paix de Toulouse, celebraron los partidos republicanos españoles, la fiesta conmemorativa del 11 de febrero, aniversario de la primera República.

El acto resulto cordialísimo, asistiendo numerosos afiliados a los diferentes partidos y organizaciones.

Pronunciaron discursos : don Alfonso Ayensa, en nombre de Izquierda Republicana; el doctor Martí Feced, en representacion del Partido Federal; el diputado don Joaquín Lacasta, por Union Republicana; el doctor Bellido, delegado de los partidos catalanes; el señor Careaga, en representacion del gobierno de Euzkadi; M. Vauthier, presidente de la Federacion de la Prensa periodica francesa y el coronel Hernandez del Castillo, que ostentaba la delegacion del comisario de la República, señor Bertaux, imposibilitado de asistir.

Los oradores se expresaron en términos de gran emocion, mostrando su fé en el triunfo de la causa de la democracia española y dedicando un recuerdo a los precursores en la lucha por la libertad del pueblo español.

Estaban adheridos personalmente al acto representantes de los partidos y organizaciones en el exilio.

Termino el acto con el acuerdo unánime de dirigir un efusivo telegrama al presidente del gobierno republicano, señor Giral, haciéndole presente la fervorosa adhesion de los reunidos.

Nouvelle admise à participer au concours

Grâce à cette eau que le canal roulait et dont le pouvoir semblait magique, ce pays, autrefois pauvre et aride, était devenu florissant et fertile. Çà et là, des maisons de campagne s'étaient éparpillées, comme semées au hasard, dans une région où la population paysanne avait tendance à se concentrer de préférence dans les villes et les villages.

La lune semblait pendre des haillons argentés sur les branches et le sommet des arbres où les étaler sur la vaste surface couverte d'une herbe prématurément sèche. De son côté, l'eau du canal s'amusait dans une interminable et vaine poursuite des innombrables miroirs que la lune lui jetait avec coquetterie.

Le ciel pur, parsemé d'étoiles clignotantes, donnait, aidé par le silence qui dominait parfois, une impression fausse de calme et de paix. Mensongère aussi, car elle était bientôt démentie par les craquements d'une mitrailleuse ou les coups de fusil isolés, dont le bruit sec se prolongeait au loin dans l'air frais.

Parfois, les aboiements d'un chien, coupés, soudain, par des hurlements de douleur, mettait une note sinistre dans ce paysage paisible.

C'était la guerre, féroce et sans merci, qui avait dressé les amis contre les amis, les frères contre les frères, les fils contre leurs parents. Cétait la plus épouvantable des guerres : la guerre civile. Et ce cadre que l'homme avait construit pour la paix et la prospérité dans le travail, était devenu un lieu de désolation où les hommes s'entretuaient avec l'indifférence d'un chasseur abattant un gibier.

D'un côté, les loyaux, et de l'autre, les rebelles, comme on disait à Barcelone; les gouvernementaux et les nationaux, comme on disait à Burgos; les « rouges » et les fascistes, comme ils s'appelaient tous entre eux avec une haine mêlée de mépris.

Et ces deux parties d'un même pays et d'une même contrée étaient rigoureusement séparées par deux lignes de tranchées qui marquaient le commencement et la fin de deux conceptions inconciliables. Des deux côtés, les maisons éventrées montraient à l'observateur les affreuses blessures que la guerre, avide de victimes, leur avait causées en posant sur elles sa griffe cruelle et impitoyable. En plein jour, on aurait dit que, par la bouche béante de ces blessures, s'échappaient des plaintes pathétiques et s'élevait la protestation muette, mais la plus expressive, contre la folie déchaînée des hommes qui détruisaient en quelques instants ce qu'ils avaient mis tant de temps à construire.

⁂

Grattant sous sa lourde capote, Louis Rodriguez élevait aussi sa silencieuse protestation contre cette guerre qu'il faisait depuis plus de deux ans. Toujours éloigné de la politique, il n'essayait même pas de percevoir le sens profond du conflit et ne voyait que le côté tragique de ce grand cataclysme : les privations, les misères, les dangers, la dispersion de sa famille, la séparation avec son frère, le profond bouleversement dans ses habitudes et dans sa vie. Et il maudissait cette cruelle suite de circonstances qui, non seulement avaient causé tout autour de lui de tels changements, mais qui avaient fini aussi par placer son frère en face de lui, en ennemi.

Car il savait que son frère était la Tout d'abord, il suit par l'intermédiaire d'un parent qui habitait en France l'unité à laquelle il appartenait Plus tard, il avait appris incidemment qu'ils étaient à quelques pas l'un de l'autre, mais séparés par le « no man's land » comme par une distance infranchissable.

Il allait donc falloir se combattre, se blesser, peut-être s'entretuer. A cette idée, il frissonna. Le hasard de la guerre les avait à nouveau rapprochés, certes, mais dans quelles terribles et effrayantes circonstances!

Il se souvenait — comme si c'eût été hier — de l'emprisonnement de son frère, dès le début de la guerre; de l'incertitude et de l'angoisse de ces journées tragiques et sanglantes. C'est à ce moment-là que, devant la férocité de la répression phalangiste, qui lui donna un aperçu de ce que cachait d'horrible le fascisme, il fut sur le point de pencher du côté des républicains. Mais son départ pour le front lui épargnant le révoltant spectacle de la terrible répression politique que la reaction espagnole faisait subir à tous les éléments de gauche et les effets de la propagande sur les prétendues exactions républicaines, le firent revenir à sa première indifférence. Il n'avait pas oublié, pourtant, que son frère, qui ne s'était certes pas bien distingué dans les luttes politiques, n'avait dû sa libération qu'au fait d'avoir demandé à partir comme volontaire pour le front.

Cependant, leurs efforts pour être inscrits dans la même unité, alors que, quelques jours plus tard, il avait été mobilisé lui-même, furent enfin couronnés de succès. Et il songeait souvent, avec nostalgie, aux premiers temps de la campagne où ils avaient partagé leurs peines et leurs souffrances...

Mais son frère n'avait pas voulu rester. Il n'avait pas voulu se battre pour des idées qui n'étaient pas les siennes, alors que les siennes étaient fortement enracinées.

Il n'était, certes, ni un dirigeant, ni un meneur. Loin de là, sa prompte libération en était la meilleure preuve. Mais tout de même, sa ferme conviction, à laquelle rien ni personne n'avait pu le faire renoncer, l'appelait impérieusement de l'autre côté de la barricade. Il voulait rejoindre à tout prix les lignes républicaines et poursuivait cette idée avec entêtement.

Un jour, Julio, son frère, lui fit part de son projet bien arrêté et l'invita à le suivre.

Que faire ? D'un côté, Julio toujours près de lui; de l'autre, le reste de la famille, sa fiancée, ses connaissances qu'il avait l'espoir, malgré leur éloignement, de rejoindre à chaque permission. S'il partait, c'était Marie, sa bien-aimée, toute la famille, ses amitiés, son pays qu'il abandonnait, peut-être pour ne plus les revoir. Mais s'il restait, il perdrait son frère, peut-être pour toujours.

Toutes considérations politiques écartées, puisque, comme nous l'avons déjà dit, il n'en avait aucune, Louis avait hésité longtemps entre ces deux sentiments opposés, se sentant attiré dans les deux sens par des forces sensiblement égales. Sans doute, les premiers l'influaient avec force, mais tout cela était loin, tandis que dans son frère, auprès duquel il pourrait toujours rester, il était sûr d'avoir le compagnon idéal qui allègerait, pour lui, le pesant fardeau de la guerre. Bref, il était incapable de résoudre le cruel dilemme.

Il aurait préféré que son frère abandonne son idée et, lorsque celui-ci cessait momentanément d'en parler, Louis caressait avec joie l'espoir de le voir oublier ses projets. Mais Julio avait de la suite dans ses idées et tôt ou tard revenait à son obsession, rendant inutiles tous les efforts que Louis tentait pour l'y faire renoncer. Un jour, enfin, il lui fit savoir que le moment de se décider était arrivé.

Il avait préparé, soigneusement et dans le plus grand secret, l'exécution de son projet et choisi l'endroit favorable où, une nuit, il l'emmena. Une fois arrivés, il lui demanda :

— Alors... tu viens ?

Son premier élan, à ce moment suprême, fut de le suivre. Puis il hésita et voulut encore retarder la décision :

— Attends!... Tu es donc bien pressé!...

Mais Julio coupa court à son indécision :

— Il n'y a pas de temps à perdre... On peut nous surprendre... Allons! que veux-tu faire ?

De nouveau, il fut sur le point de l'accompagner, mais une dernière considération l'arrêta : S'ils partaient tous les deux, quel coup pour leurs parents, mais surtout pour sa mère! Quelle n'allait pas être sa souffrance quand elle ne recevrait plus de nouvelles! Elle qui était si sensible! Et puis, il y avait Marie...

DEUX CRIS DANS LA NUIT

Nouvelle inédite par Victor SANZ

Illustrations de Géo MARC

Se décidant soudain, il répondit avec fermeté :

— Non. Je reste! Bonne chance!

Il assumerait la tâche de tranquilliser sa mère. Il devait rester ne serait-ce que pour remplir cette mission sacrée...

Alors, Julio l'embrassa et lui dit :

— « Salud y suerte (1), Luisito! », employant le diminutif affectueux dont il usait lorsqu'ils étaient petits.

Cette cruelle séparation augmenta l'émotion de Louis qui faillit faiblir une fois de plus, mais déjà Julio, comme s'il s'en était aperçu, se dégageait de son étreinte et s'enfonçait dans l'obscurité, vers l'inconnu, tandis que Louis, les yeux, pleins de larmes, le voyait disparaître dans la nuit, comme une ombre.

⁂

La guerre se poursuivait longue et pénible. Ce qui d'abord n'avait eu l'air que d'une guérilla, prit bientôt l'aspect dur, sévère et cruel d'une véritable guerre où l'on employait, pour l'expérimenter, le matériel le plus moderne.

Il avait souffert, alors, de rudes épreuves que jamais il ne se serait cru capable de supporter. Il connaissait la rigueur des hivers passés en plein air, les longues heures de garde dans les tranchées, parfois boueuses et gluantes, « battant la semelle » pour essayer de réchauffer ses pieds glacés. Il connaissait les courtes heures d'un repos jamais satisfait.

Il avait mené une vie de taupes, dans des tanières communes où on se serrait, les uns contre les autres, pour avoir plus chaud. Il avait goûté le plaisir amer de coucher n'importe où et aussitôt de s'endormir profondément, vaincu par la fatigue et l'insomnie. Il avait éprouvé le tourment et la longueur indéfinie des jours sans pain. Seulement alors, il avait pu apprécier la valeur de la nourriture quotidienne. Il avait enduré, sous le « barda », les longues et pénibles marches qui semblaient ne vouloir jamais finir où il fallait aller toujours et encore, souvent sans arrêt. Il avait dû surmonter, le long des routes, son propre épuisement et lutter pendant les marches de nuit contre le sommeil, marchant à la fin comme un automate ou comme une machine qu'on aurait mis en mouvement et qu'on aurait oublié d'arrêter. La pluie était tombée sur lui, parfois sans interruption pendant des heures, trempant ses vêtements qui avaient séché sur lui seulement à la chaleur de son corps. Il avait dû rester, pendant les périodes d'alertes, des jours et des jours sans pouvoir enlever ni ses lourds brodequins ni même ses cartouchières. Il avait été obligé de garder sur sa peau, pendant plusieurs semaines, le même linge crasseux. Il n'avait pu se laver pendant plusieurs jours les mains et la figure, parce qu'il y avait à peine assez d'eau pour boire. Il avait supporté les répugnants parasites qui l'empêchaient de dormir, même lorsqu'il était accablé de sommeil et de fatigue et il avait dû se livrer avec dégoût à leur chasse et les enlever un à un. Il avait subi l'attente impatiente de la relève, après des mois de tranchées; éprouvé la profonde déception des relèves manquées et l'immense joie de celles qui arrivent lorsqu'on ne les attend plus.

Il avait eu, lui aussi, avec ses camarades, ces conversations au cours desquelles on fait défiler, après les avoir tant de fois rappelés dans l'intime solitude, les doux souvenirs d'une vie meilleure qu'on se complaît à revivre, tout en regrettant qu'elle soit si lointaine. Il avait désespéré plus d'une fois lorsque le courrier ne lui apportait pas les letetrs tant attendues de sa famille et de sa fiancée, et on avait crû devenir fou de joie en les recevant enfin. Il avait longuement savouré le plaisir d'y répondre. Mais le pire des déchirements, après une permission si attendue, avait été la séparation avec la famille un moment retrouvée.

Il savait aussi ce que c'était que traverser une zone sous les sifflements enragés des balles qui semblaient le frôler au passage, précédés de la détonation comme s'il s'agissait d'un avertissement. Il avait avancé sous le feu nourri de l'ennemi, sans autre protection que sa poitrine, sans autre espoir que sa chance, voyant tomber à ses côtés, baignés de sang, les camarades qui avaient le même espoir que lui. Il avait appris, cloué à sa place, les nerfs constamment tendus, à supporter, pendant de longues heures, le bombardement continu de l'artillerie, se demandant à chaque projectile s'il serait atteint. Il n'avait pas échappé aux bombardements massifs de l'aviation, collant de plus en plus son corps contre la terre, comme s'il avait voulu être englouti par elle pour échapper au danger, tellement était forte son angoisse en voyant lentement descendre les bombes, qui n'avaient d'autre but que de tuer ou de détruire. Il avait vu enfin maintes fois la mort en face, prête à le frapper et il se demandait encore comment il avait pu survivre, au milieu de tant de cadavres.

Cependant, tout cela n'était rien, sans doute, à côté de ce que son frère avait dû endurer de l'autre côté des barricades, car les républicains n'avaient pas du matériel en abondance et ils avaient devant eux des masses d'une supériorité écrasante.

Ce n'était, hélas! pas fini. Des masses encore plus considérables se concentraient aux approches du front, prêtes à déferler sur toute la Catalogne et acculer les républicains épuisés jusqu'aux Pyrénées. Seule la pluie, transformant en bourbiers les routes stratégiques nouvelles, de construction imparfaite, et les vastes plaines où les combats devaient se livrer, avait fait ajourner l'offensive. Mais le beau temps semblait revenir, et la bataille allait recommencer d'un jour à l'autre.

Il allait alors falloir se battre et tirer sur son propre frère! N'était-ce pas son devoir d'éviter une telle monstruosité ? Ne devait-il pas avertir Julio de l'ampleur des préparatifs qu'il ignorait sans doute ? Ne fallait-il pas essayer de le convaincre pour qu'il se dérobe au péril d'une lutte inutile, puisque le résultat semblait certain ? S'il réussissait, il serait facile pour eux, dans le désordre de la retraite, de se mettre hors de danger. Certes, sa décision allait causer dans sa famille et à sa douce Marie, le même effet que, jadis, il avait voulu éviter; mais n'était-ce pas préférable au coup plus dur que causerait la mort de son frère si elle se produisait et quel remord n'aurait-il pas, alors, de n'avoir rien tenté pour le sauver ? Mais celui-ci voudrait-il entendre raison ? Voudrait-il s'enfuir ? Ne verrait-il pas là une trahison ? Il n'était sûr de rien, mais il fallait tout tenter.

Une dernière nécessité s'imposait, agir vite. Peut-être l'occasion ne se présenterait plus d'être tout seul dans un petit poste. La lune avait disparu, et bientôt on viendrait le relever. C'était le moment! Il n'y avait pas de temps à perdre! Secouant ses derniers scrupules et ses dernières craintes, il jeta un coup d'œil aux alentours pour s'assurer qu'il n'y avait personne. Dès qu'il en eût acquis la certitude, il grimpa sur le parapet et, en rampant, fendit l'obscurité, en avant des lignes qu'il abandonnait.

⁂

De l'autre côté des tranchées, quelque temps auparavant, on faisait la relève des avant-postes. S'arrêtant devant une « chavola », un homme jeune qui portait sur son béret l'enseigne angulaire des caporaux républicains appela :

— Hé! Vous autres! Levez-vous! C'est votre tour!

Un grognement collectif de protestation se fit entendre; les corps se retournèrent, mais personne ne se leva. Alors, le caporal répéta son ordre, sur un ton qui ne laissait de place à aucune équivoque.

Allez! Allez! C'est toujours la même chose! Vous ne manqueriez pas de protester si on ne vous relevait pas à l'heure exacte. Eh bien! Les autres veulent se coucher, eux aussi.

Devant la force de cet argument, les hommes se levèrent, mais lentement, tout en regrettant que le repos leur eût paru si court. Ils prirent leurs fusils et sortirent en arrangeant leurs cartouchières.

— Vous savez que la situation est sérieuse, leur dit le sergent, tandis qu'ils passaient devant lui. On s'attend, d'un moment à l'autre, à l'offensive ennemie. Pas de blagues, hé! Soyez vigilants. Vous connaissez les ordres : au moindre indice suspect, il faut tirer, sans sommation, termina-t-il en soulignant ces deux derniers mots.

⁂

— Sergent! appela une sentinelle. Je crois que quelqu'un approche.

En effet, on pouvait apercevoir une masse noire et imprécise qui bougeait dans le lointain.

Le sergent, qui était tout ores, s'inquiéta :

— Eh bien! Qu'estce que tu attends pour obéir aux ordres ?

— Si c'est un évadé, pourtant...

— Nous ne sommes plus à la première année de la guerre. Il n'y a pas beaucoup d'évadés maintenant et il faut se méfier de ceux qui s'évadent. Ce sont, peut-être, des espions. D'ailleurs, tu connais les ruses de guerre

B.D.I.C

POÈTES DE FRANCE

INCORRIGIBLE

JE n'ai plus pour la voir qu'à retourner la tête.
Je l'ai tant appelée ! Elle est venue enfin !
Elle se tient debout sur la porte, muette
Et visible et je sens qu'elle a tendu la main.

C'est bien le petit bruit du rideau qu'on soulève,
De quelqu'un qui respire et reste sans bouger.
Elle est là, j'en suis sûr et ce n'est pas un rêve.
Le soir, les fleurs, le feu... J'écris... Rien n'a changé...

Mais j'ai peur à présent de son regard sévère,
De cette gravité que l'on suppose aux morts.
La forme d'autrefois adorable et légère
Est une ombre en courroux qu'escortent mes remords.

Je me tourne pourtant. Mon Dieu, est-ce possible?
Elle hésite, elle craint et rougit comme avant,
Elle reste la même, elle est incorrigible,
Elle va s'excuser d'être là si souvent.

Elle va dire encor : « Je repars tout de suite,
Je faisais justement des courses par ici... »
Que de fois mon regard lui fit prendre la fuite !
Si je l'accueillais bien elle disait merci.

Quand tu vivais, ô la timide, ô la modeste !
Tu venais rarement à l'improviste, ainsi.
Va, tu n'as plus besoin de trouver un prétexte
Et c'est moi maintenant qui te dirai merci...

Maurice MAGRE.

POETAS DE ESPAÑA

Como cambian los tiempos!

CUANDO de niño empecé
a darme a la poesía,
tan en serio lo tomé
que solo en serio escribía.
Romántico exagerado,
era lo triste mi fuerte.
Vàlgame Dios! Le he soltado
cada soneto « A la Muerte! »
La fatalidad, el sino,
el hado, la parca fiera,
el arroyo cristalino
y la tortola parlera...
Todo junto le servía
a mi necia inspiracion
para hacer una elegía
que partia el corazon.
No hubo desgracia ni duelo
que en verso no describiera...
Si estaba pidiendo al cielo
que la gente se muriera!
Que airado el mar se tragaba
la barca de un pescador?
Pues yo en mi lira lanzaba
los lamentos del dolor.
Que un amigo se moria,
viejo o joven, listo o zafio?
Pues, zas! al siguiente dia
publicaba su epitafio.
Que una madre acongojada
gemia en llanto deshecha?
Que por una granizada
se perdia la cosecha?
Pues yo enjugaba aquel llanto
en versos de arte mayor,
y maldecia en un Canto
al « Granizo destructor ».
Escéptico y pesimista,
me hacia unas reflexiones!..
Sirva de ejemplo esta lista
de varias composiciones :
Ludibrio. Dios iracundo.
Profanacion y adulterio.
Los desengaños del mundo.
El ciprés del cementerio.
Pues y una composicion
en que, imitando a otras vates,
con la mejor intencion
decia estos disparates?

« Ay, el mundo en su falsía
aumentarà mi delito,
vertiendo en el alma mia
la duda de lo infinito.
Triste, errante y moribundo,
sigo el ignoto sendero,
sin encontrar en el mundo
un amigo verdadero!
Todo es falsedad, mentira!
En vano busco la calma!
Son las cuerdas de mi lira
sensibles fibras del alma!
El mundo, en su loco anhelo
me empuja hacia el hondo abismo.
Dudo de Dios y del cielo,
y hasta dudo de mi mismo!
Todo en la existencia hastia!
Nada en el mundo es verdad! »

Y todo esto lo decia
a los quince años de edad!
Francamente, yo no sé
como algùn lector sensato
no me pego un puntapié
por necio y por mentecato.

Por fortuna ya no siento
aquellas melancolías,
ni doy a nadie tormento
con vanas filosofías.
Ya no me meto en honduras,
ni hablo de llantos ni penas,
ni canto mis amarguras
ni las desdichas ajenas.
He cambiado de tal modo,
que soy otro diferente,
pues hoy me rio de todo,
y me va perfectamente!

Vital AZA.

DE LEUR PROPRE AVEU

(Extraits de la presse franquiste)

Martin Artajo limogé par l'Action catholique

« La Vanguardia Espagnola » du 3 février reproduit une longue note de la revue « Eulesia », organe de la direction centrale de l'Action catholique espagnole. On y insiste, à plusieurs reprises, sur la nature apolitique de l'organisation :

« C'est pour cela que l'acceptation d'un poste qui peut être considéré comme politique et non comme simple technique, exige la démission du poste qu'on peut occuper dans l'Action catholique. Tel est le cas de l'ancien président de l'action catholique, aujourd'hui ministre des affaires étrangères. »

La liberté de la presse du gouvernement

Madrid, 6. — **Les journaux « El Español », « Asies », « La Estafeta Literaria », « La Gaceta Espanola », « Fénix » et « Fantasia », que la direction générale de la presse éditait, sont passés sous la dépendance directe du sous-secrétariat général du mouvement.**

« El Correo Catalan » du 7 février. Ce mouvement est la phalange, la direction générale de la presse est un organisme du gouvernement, le gouvernement est la propriété de Franco. Franco est le chef de la phalange... on s'y perd, c'est-à-dire, qu'on s'y retrouve trop.

Que se passe-t-il à Barcelone?

« Hier, à midi (« El Correo Catalan », de Barcelone, du 5 février), dans sa causerie journalière avec les journalistes, le gouvernement a fait allusion à certains canards qui ont pris leur vol ces jours-ci.

» L'absurdité de ces nouvelles — dit S. E. — est plus que suffisante pour que les gens sensés jugent de leur vraisemblance. Cela me dispense de tout éclaircissement; mais je veux qu'on sache que je suis disposé à punir les cas de mauvaise foi évidente dans la propagation des fausses nouvelles. La tranquilité et la vie normale sont à présent complètes à Barcelone et dans sa province. Nier ou jeter un doute consciemment c'est comme prétendre créer un climat artificiel d'insécurité. Ceci en plus d'être punissable, peut être dangereux pour ceux qui tentent de le faire. »

Il y a un dicton espagnol qui parle de la rivière, du bruit et de l'eau. Il y en a un autre, international celui-là, qui dit qu'il n'y a pas de fumée sans feu.

Randolph Churchill à Madrid

Randolph Churchill, le fils de l'ex-premier britannique a été à Madrid en voyage d'information journalistique. Il n'a voulu rien dire à ses collègues espagnols, sous prétexte qu'il travaillait pour une agence et qu'on pourrait lire ce qu'il pensait dans ses articles.

Mais un journaliste madrilène lui a mis les doigts dans la bouche, et voici le résultat selon « La Vanguardia Espagnola », de Barcelone du 2 février :

« Quelqu'un lui a demandé si les bruits qui attribuent à M. Winston Churchill le projet d'abandonner la direction du parti conservateur ont quelque fondement. Notre visiteur a répondu que son père a démenti la nouvelle il y a pas mal de jours.

— Moi aussi j'ai entendu des bruits semblables au sujet du chef de l'Etat espagnol. Croyez-vous que le général Franco abandonnera son poste?

» On lui a répondu que notre impression personnelle était négative et M. Randolph Churchill a dit qu'il pensait de même. »

Sincérité

« El Numero siete » est un livre de Penella de Silva sur le nazisme. A. R. P. en fait une critique élogieuse dans « El Correo Catalan », de Barcelone (5 février) :

« On ne manquera pas peut-être de lui reprocher (à l'auteur) une dureté excessive quand il juge certains aspects de la personnalité d'Adolf Hitler... »

Et il termine :

« Il est vrai que dans le jugement des faits ou des figures il ne réussit pas à discerner tout à fait ce qui peut y avoir de fanatisme ou de courage, de fait biologique ou de fait pathologique dans le mouvement allemand. Ce n'est pas là la mission d'un journaliste qui enregistre l'état fébrile de l'inquiétude allemande, mais bien de l'historien docte, qui n'est pas encore arrivé. »

A. R. P., au moins, est sincère. Mais il se cache modestement derrière trois initiales.

Les logements bon marché et les logements sans logement

« Solidaridad Nacional » de Barcelone, 6 février :

« Parmi les problèmes sans nombre que pose aux autorités municipales l'augmentation extraordinaire du nombre d'habitants à Barcelone pendant ces dernières années, est le plus grave de tous, et aussi celui du manque de logements bon marché...

» C'est ainsi que nous voyons tous les jours de très nombreuses personnes travaillant en ville, sont forcées de s'installer dans des villes à quinze, vingt et même trente kilomètres de Barcelone. On voit dans deux petits pièces insalubres habiter, entassées les unes sur les autres, deux ou trois familles. Et en violation de la loi et de toutes les dispositions en vigueur, on paye des frais de transport fabuleux pour une chambre qu'il y a quelques années serait restée libre « in eternum ». Les raisons de tout cela?

» L'énorme accroissement de la population qu'on a constaté depuis la fin de notre guerre de libération, d'une part, et d'autre part, la démolition de nombreuses maisons comprises dans le plan pour embellir la ville. »

Et pourquoi cet énorme accroissement de la population? Et pourquoi l'embellissement de la ville a exigé tant de démolitions de maisons pour songer à les remplacer? Le premier mystère est bien mystérieux; le deuxième pas tant que ça. On a fait les démolitions à coups de bombes allemandes pendant la guerre de libération. Mais rien n'est perdu : sept ans après, l'Institut municipal du logement expose **les projets** de 196 logements « protégés » pour un millier de familles, bien entendu « protégées ».

Naturellement...

TEXTO DEL ACUERDO ADOPTADO POR EL CONSEJO CONSULTIVO VASCO EN SU SESION DEL DIA 5 DE FEBRERO DE 1946.

De conformidad con el articulo quinto de la Declaracion de Bayona, el Consejo consultivo vasco se complace en hacer pùblico que los partidos firmantes de dicha Declaracion no colaboraràn a ninguna solucion, transitoria o definitiva, que desconozca las instituciones republicanas y que vaya en mengua de las instituciones vascas nacidas en virtud del Estatuto de autonomia del Pais Vasco, plebiscitado por el pueblo, votado mas tarde por las Cortes de la Repùblica y cuya defensa tanta sangre y sacrificio ha costado.

L'ESPAGNE RÉPUBLICAINE

SAGITARIO

« SI J'ETAIS ROI ». — Don Juan, al que no le sienta el nombre evocador y sonoro, porque parece que es un buen padre de familia y quiere ser buen administrador de sus todavía hipotéticas fincas dinásticas, va cantando por la playa de Estoril, que es el Juan-les-Pins de Portugal, la vieja romanza de « Si j'étais roi », contemporánea de « La oracion de una Virgen » y « Las campanas de Carrion », de nuestas ingénuas abuelas. Don Juan... Pero por qué escribiré yo sobre este señor? Si no ha escrito ni un libro, ni una obra teatral; si no tiene ni pincel, ni cincel; si no pasó por los laboratorios como un duque de Aosta, ni tuvo gestos románticos como el príncipe Aaken, de Dinamarca, alistándose en la Legion; si es gris, si es casero, si es de secano, por qué pondré sobre él una preocupacion como si realmente fuera una jerarquia humana?

Es que Don Juan representa algo más que sus burguesas cualidades, y de personaje heráldico ha pasado a ser hecho político. Marino de guerra en tiempo de paz y marino de tierra en años de guerra, en torno suyo se agrupan todos los turbios y clandestinos navegantes que intentan echar sus redes en España; los militares que buscan una tácita amnistía y la permanencia de sus privilegios, los aristócratas nostálgicos de sus preminencias y decoraciones palatinas, los viejos políticos que, desde Lerroux a Romanones, pasando por Ventosa, aspiran a recuperar una postrera gobernacion, los industriales y terratenientes que, irritados por tasas, requisas y vigilancias sindicalistas (de un sindicalismo de partido y no de clase), de provecho personal y no de mejora colectiva, esperanzan ver llegar con la monarquía el libre manejo de sus bienes. Esto, en España; que fuera de ella, ungen rey a Don Juan los fascismos aletargados, las bancas de los empréstitos y los trusts de las concesiones, Roma y sus clerecías internacionales, las políticas que viendo caído a Franco, quieren substituirlo con una sombra de monarquismo constitucional que mantenga, con la formula de orden y religion, la Santa alianza economica. Porque Don Juan también es « civilizacion occidental cristiana » tal como la entienden los prestamistas y los sacristanes; solo que, en vez del duro hierro de Franco, ofrece su cetro lubricado. Don Juan, pues, deja de ser un ciudadano gris para pasar a la categoria de hecho representativo. Si sucediera al fascismo, seria el neo-fascismo.

EL LIBERAL A PESAR SUYO. — Algunos babiecas piensan que Don Juan podria aportar un liberalismo mesurado. Es la teoria de la monarquía adaptada, como sedante, y Don Juan una especie de agua sedativa para las jaquecas españolas. Por qué? Por propia doctrina y temperamento, no. Ya en 1934, dos años antes de la sublevacion, los hombres de Renovacion española, Goicoechea y el general Barrera, acuden a Mussolini, para solicitar armas y dinero. En 1932, se subleva Sanjurjo. En 1936, Calvo Sotelo, organiza el terror fascista y la guerra civil. Don Juan, calla en 1932, en 1934 y en 1936, y llegada la guerra, acciona, no para presentar la formula de una tercera España monárquica y constitucional, sino para calarse la boina. En 1939, silencio. Franco manda, Alemania vence y Don Juan se calla. Al llegar 1945, Don Juan se descubre unas desconocidas aptitudes de pretendiente liberal. « Si j'étais roi »... Si fuera rey, abriria las cárceles, cerraria los campos de ejecucion, daria un pasaporte a los emigrados y apelaria a la voluntad del pueblo. Todo esto por ineludible necesidad de presentar una doctrina y una actitud opuestas a las de Franco. Si, al revés, nosotros hubiéramos sido los triunfantes en nuestra guerra, y Alemania, después, la vencedora, Don Juan, soldado frustrado de Franco, solicitaria del Eje, vencedor, la intervencion a favor suyo, en nombre de la legitimidad dinástica y de los principios autoritarios. Don Juan es un personaje de Moliere : « Le médecin, malgré lui ».

Estoy seguro que sus ayudantes no regatean promesas, para obtener de algunas fuerzas nuestras, por lo menos, una neutralidad benévola. Don Juan, procede con las mismas tácticas que un candidato a diputado. Queréis un puente? Os haré un puente. Necesitais una carretera? Haré abrir una carretera. La luna, ofrecerá, y como en todas las historias electorales, una vez llegado el término ambicionado, mostrará la luna de las nalgas, como el candidato de la caricatura de Abel Faivre.

Argumento grosero? No, evidencia historica. Todo el siglo XIX está nutrido de la lucha entre las promesas liberales de los Borbones y las reclamaciones de la nacion, siempre engañada, exigiendo el cumplimiento de los pactos constitucionales. Se mataron carlistas y cristianos y Maria Cristina de Borbon, hizo que fuese desposeida de su regencia. Lucharon progresistas y moderados, e Isabel II, sufrio la revolucion de septiembre. Alfonso XII, como ahora Don Juan, lanzo el manifiesto liberalismo de Sandhurst y pasaron quince años en ser reconocidas las libertades elementales, concedidas para desarmar nuestra imponente oposicion, respaldada por la Union militar republicana y para obtener el licenciamiento, hecho por Castelar, del republicanismo posibilista. Fué una tactica para el desarme enemigo, no una creencia, y automaticamente el sufragio se convirtio en una mistificacion con las prestidigitaciones caciquiles.

No podemos creer en la improvisacion liberal de Don Juan, porque no la abonan ni su educacion, ni las posturas de su vida. De su padre habrá recibido el amor a la realeza, no a la libertad. Cuentan que antes de morir Alfonso XIII, abdico en él y que, al morir, lo llamo Majestad. Nadie cuenta, ni Don Juan lo ha indicado, que le diera en vida programa liberal, ni, en las postrimerías, consejos de rey que cayo por haber quebrado el pacto constitucional. Principe de Asturias se afilio al fascismo. Su explosiva exhibicion de 1945, obedecio a una conveniencia recuperadora, sin convencimiento por ideas, ni sentimientos justicieros. Y la promesa de amnistia? Eso es una politica, no un sentimiento.

EL PUNTO DE PRUEBA. — Las amnistias se otorgan para borrar unos hechos enojosos y para incorporar a la vida comun hombres que fueron separados de ella por circunstancias ya lejanas, que se creen extinguidas, o por acontecimientos que, al fin, produjeron la victoria de los amnistiados. Para amnistiar a los « communards » se tardo diez años. La « Commune » era ya historia, la Republica burguesa estaba firme, y los condenados, quebrantados, con Henri Rochefort ya predispuesto a seguir un Boulanger cualquiera.

La amnistia tenia que exhibirla fatalmente Don Juan para hacer viable su papel de pacificador. Al fin, Franco, ya habia abierto una taquilla de pasaportes para los que quisieran pagar con moneda de claudicacion. Pero existe un punto neuralgico que Don Juan ha silenciado : el de la justicia. Nosotros hemos preconizado, también, una benignidad pacificadora, pero haciendo excepcion de aquellos crimenes sin justificacion por encegamientos de guerra. Impunemente, no se puede asesinar a un Garcia Lorca, ni condenar a muerte, en Gerona, a un Carlos Rahola; en Oviedo a un Leopoldo Alas; en Valencia, a un doctor Pezet. No se puede esparcir el sadismo sobre millares y millares de humildes que no fueron combatientes, sin una imposicion de responsabilidad. Franco pudo dar una paz en nombre de la victoria y de su Dios y no lo hizo. No se le pedia abrazos, sino una pausa en la impiedad implacable y siguio matando. Don Juan, calla ante los cementerios. Don Juan, no ha sentido pasar por su alma de español y de cristiano el horror de las hecatombes y antes de verse rey, renueva el gesto de Pilatos.

Era el punto de prueba, y como la demanda de justicia, la promesa de justicia, podian levantar dificultades en su marcha hacia el trono, se calla, pensando, si ha leido el Quijote, que al buen callar llaman Sancho y aplicandose el muerto al hoyo y el pretendiente al bollo. Con un sentido contrario al de Gœthe, clama el « adelante, por encima de las tumbas! ». Si llegara a ser rey, no le llamarian Don Juan el Justiciero. En cambio, ya ahora, se le puede aplicar aquella reconvencion del obispo de Cuenca a Don Alfonso y Doña Blanca, ante su indiferencia por los homicidios y el saqueo : « Asi no se ganan ni tronos en la tierra, ni puestos en el cielo. » Si Georges Bernanos se alzo ante el Papa, recriminandole por su abstencion ante Franco, ofreciendo a Cristo sacrificios humanos, qué no diria él, Bernanos, monárquico puro, visionario de un rey a lo San Luis, ejerciendo una justicia cordial bajo el arbol de Vincennes, ante un principe que la olvida, para que los asesinos le den la realeza?

Un LUIS FELIPE? — Los monárquicos de allá, y los acomodaticios de aquí, que los hay, replicarán que lo esencial y lo apremiante es eliminar a Franco, aplicando al pretérito una amnesia pacificadora. La conveniencia española, reside, según ellos, en un rey a lo Luis Felipe, con paraguas.

Luis Felipe, duro dieciocho años, pero no fué una solucion. Quiso ser sencillo y liberal, riéndose de sus caricaturas que lo pintaban con su cabeza en forma de pera o de calabaza, y no consiguio ni hacerse perdonar de los legitimistas, ni ser tolerado por los republicanos. Los atentados sucedieron a los atentados y las insurrecciones a las insurrecciones. Al fin, Paris destrono violentamente a aquel rey bonachon que no tenia espiritu de justicia y desde 1848 ni Borbones ni Orleans, han vuelto a reinar en Francia. Todo vino por haberse substraido la República en 1830. Cuando el pueblo derroto a Carlos X, Thiers, por calculo monárquico, y Lafayette por miedo a los jacobinos (los comunistas de entonces) escamotearon la República, y en vez de una asamblea deliberante, aparecio un Orleans, prometiendo restaurar las libertades. No las restauro, limitándose a reformar la Carta. Cuántas semejanzas podrian hallarse entre aquel 1830 y este 1946! A los dieciocho años, el Luis Felipe pacificador daba paso a una República llena ya de socialismos prematuros que no lo fueran, si se hubiera asentado la República burguesa en 1830, sobre las astillas del trono de Carlos X.

Estamos, también, en un año crucial, y nadie puede posponer la patria a sus afanes personales. O lo que puedan desear alunos José Pérez o Pedro Puig, o enfrentarse con la historia y empujaria. No habrá otro tren si perdemos este. Todas las posibilidades para la desintoxicacion del franquismo y la transfiguracion de España, quedaràn extintas. Toda esperanza en la resurreccion de Cataluña, amigos catalanes, seria rota. Por eso, ante los posibles Luis Felipe, la fé en lo proximo y la audacia inteligente para imponerlo.

Hablamos de un posible Luis Felipe, hipotéticamente. Don Juan no sera rey. Tendria noventa y nueve probabilidades contra una y seguiriamos insistiendo : Don Juan, no sera rey. Esto debemos repetirlo todos, sostenerlo, escribirlo, esparcirlo y razonarlo. El nuestro es un pleito de fé y de terca voluntad. Los Luis Felipe no triunfan más que cuando los republicanos de Paris vacilan y los Thiers maniobran.

Mario AGUILAR.

LE PROBLÈME ESPAGNOL

thème de la presse mondiale

Daily Mail

Un prince méfiant

La villa de l'Estoril, où Don Juan est maintenant avec sa femme, est une villa très petite et modeste. Quelques douzaines d'agents de la police portugaise en uniforme montent la garde nuit et jour à l'extérieur, pendant qu'à l'intérieur, dans le jardin, sont placés en sentinelle des gardes du corps espagnol, de structure formidable, en civil.

Pour un journaliste c'est une étrange expérience que de faire une interview d'un membre de la suite du prince.

Sa carte professionnelle une fois contrôlée par l'officier de police portugaise, on envoie un message à la villa. Si le journaliste est admis, il est encadré de deux gardes de corps espagnols, qui le tiennent matériellement en marchant et il monte le petit sentier du jardin.

Les deux hommes ne le quittent pas d'un centimètre, jusqu'à ce qu'il sorte de la propriété.

Tout cela vous fait penser plutôt à un film de gangsters.

⁂

C'est l'organe du parti CONSERVATEUR anglais qui écrit cela dans son édition du 12 février.

THE TIMES

Tension en Espagne

Il est proverbial que les hommes menacés ont la vie longue. C'est un fait que, pendant ses neuf ans d'exercice du pouvoir, le général Franco a survécu à bien des menaces. Pendant ces derniers jours, ses rivaux de la droite et de la gauche ont trouvé opportun de se rapprocher de la terre espagnole. Don Juan, le prétendant au trône, n'avait pas quitté la Suisse pour Lisbonne, que le Señor Giral, chef du gouvernement républicain en exil, transférait son quartier général du Mexique à Paris.

Le général Franco a accepté le défi.

L'inauguration du chemin de fer électrique de Madrid à Segovie lui donna l'occasion de prononcer un discours dans lequel, après avoir affirmé que l'Espagne ne pouvait progresser sous un changement de gouvernement journalier, il tira la conclusion qu'il devait rester au pouvoir. Le Caudillo ne s'était pas montré encore, jusqu'ici, hostile à une restauration monarchique sous ses auspices, il y avait eu des contacts entre Lausanne et Madrid, et lorsque Don Juan arriva à Lisbonne, l'ambassadeur espagnol, qui est le propre frère de Franco, était là pour lui souhaiter la bienvenue. Mais le prétendant a eu soin de ne pas permettre que sa cause fût identifiée avec celle de la Phalange et l'ambasseur fut reçu froidement.

Toute probabilité d'une survivance prolongée du régime actuel a disparu avec la fin des dictatures allemande et italienne, auxquelles ce régime avait proclamé et démontré sa sympathie, et à qui, vraiment, il devait son existence.

Ce régime a été à la fin discrédité par son insuccès à restaurer, après neuf ans, une réelle unité interne. Mais les seules alternatives apparentes sont la monarchie que l'opinion espagnole balaya en 1931, et la République, déchirée, même dans l'exil, par des dissensions internes que le président Giral s'efforce, à présent, de résoudre par la réconciliation.

On est en train d'envisager maintenant les possibilités d'une intervention de l'armée, le traditionnel « deus ex machina » espagnol dans les périodes de crise constitutionnelle. Les Espagnols ont le devoir d'épauler la tâche peu enviable qui consiste à trouver eux-mêmes leur sortie de l'impasse. Mais la sympathie de l'opinion étrangère leur sera d'autant plus acquise que leur ressentiment ira croissant contre l'humiliante position dans laquelle le régime de Franco les a placés.

⁂

Cet éditorial du « The Times » a été reproduit par le journal américain «New-York Heral Tribune» du 12 février 1946.

On se demande si les grèves de Barcelone ne seraient pas le commencement de cet effort qu'on demande aux Espagnols?

Imprimerie spéciale de
LA REPUBLIQUE
57 rue Bayard,
Toulouse

— Il va pleuvoir, faudra fermer!

France-soir

DÉPOSITOIRE DE LA FRANCE LIBRE SOUS L'OCCUPATION 10 JUILLET 1940

« J'offre aux Basques et aux communistes d'entrer dans mon cabinet », nous déclare M. José Giral, chef du gouvernement républicain espagnol.

Les couloirs de la Fondation internationale, à la Cité universitaire, présentaient samedi après-midi leur animation habituelle. Va-et-vient des étudiants, conversations interminables entre jeunes gens et jeunes filles sur les sujets les plus divers, rien qui sorte de la routine quotidienne.

De toute cette foule à laquelle je me mêle, je suis probablement le seul à savoir que dans l'un des pavillons de cette fondation du boulevard Brune va se dérouler un événement historique : le premier conseil tenu, sur la terre d'Europe, du gouvernement républicain espagnol.

Arrivé vendredi du Mexique, via New-York, le président Giral, chef de ce gouvernement, s'est en effet installé à la Cité universitaire où des appartements, jouissant du privilège de l'exterritorialité, lui ont été réservés.

J'erre donc, ainsi, aux aguets, dans les couloirs quand le hasard me favorise.

La glace est brisée

Je tombe sur un personnage dont l'allure générale décèle un diplomate espagnol ou sud-américain. Je l'interpelle aussitôt en espagnol et me présente. Il me répond de manière évasive, mais j'ai sur moi un sésame. Je lui présente ma carte de rédacteur au « Républicain du Sud-Ouest » de Bayonne. Aussitôt son visage s'éclaire et il me demande des nouvelles de Guillaume de Hiriart, mon directeur, qui fut l'un des rares journalistes à défendre la cause des républicains espagnols.

Puis me guidant, il me conduit vers un petit pavillon dont il ouvre la porte avec la clef qu'il possède.

Il me fait pénétrer au premier étage, dans un salon où il me présente à M. Miranda, ancien ambassadeur d'Espagne au Brésil, et à Antonio Giral, fils du président.

Soudain une porte s'ouvre et le président Giral, appelé au téléphone, entre dans la pièce. De taille moyenne, le président, qui est commandeur de la Légion d'honneur, cache des yeux vifs derrière des lunettes. Né en 1879 à Santiago de Cuba, il personnifie plus le type de l'homme d'affaires sud-américain que le ministre espagnol. Présentations : le nom de Guillaume de Hiriart a le même heureux effet : un beau sourire illumine le visage de M. Giral

Le conseil historique

Il me prend par le bras et me voici dans la salle du conseil des ministres. Je serre les mains de Horacio Prieto, ministre des travaux publics; du général Hernandez Sarabia, ministre de la défense nationale; de Torres Campana, ministre de l'intérieur, de Nicolau d'Oliver, ministre d'Etat; de Leiva, ministre de l'agriculture, et enfin de Trifon Gomez, ministre de l'émigration.

Je demande alors au président Giral, pour les lecteurs de « France-Soir », s'il compte élargir son gouvernement.

— Oui, me dit-il, je veux en faire un large rassemblement de toutes les forces démocratiques.

— Y compris les communistes?

— Y compris les communistes. L'union des démocrates d'Espagne ainsi réalisée précipiterait la chute du régime franquiste.

— Comptez-vous, monsieur le président, séjourner de manière permanente à Paris?

— Je vais me rendre dans le Sud-Ouest de la France pour prendre contact avec les importantes colonies de réfugiés espagnols de Toulouse, de Perpignan et de Bayonne. Mais mon quartier général restera fixé à Paris.

Les Basques dans le cabinet

— Prévoyez-vous, monsieur le président, une collaboration plus étroite des Basques à l'œuvre gouvernementale des républicains?

— J'attends justement pour demain dimanche l'arrivée de Londres du président Aguirre. Un portefeuille important lui sera offert.

Mais la délibération va recommencer, et je prends congé du président Giral et de ses ministres.

Dimanche, j'assiste à l'arrivée, à la Cité universitaire, du président Aguirre.

A l'issue de son entretien avec le président Giral, il veut bien me déclarer qu'il reste président du gouvernement basque et que c'est M. Irujo, actuellement à Londres, qui entrera dans le cabinet républicain espagnol avec le portefeuille de l'industrie, du commerce et de l'économie nationale.

Paul SELIGMANN

LA RÉPUBLIQUE

Après l'arrivée en France du président Giral

Paris, 11 février. — Le président du conseil de la République espagnole, José Giral, fidèle à la parole donnée, continue d'observer le silence le plus absolu. Silence officiel et même officieux. Si des indiscrétions journalistiques se sont déjà produites, elles sont le fruit de paroles recueillies au vol et qui, en aucun cas, n'étaient destinées à la presse, non certes que le président Giral n'ait été de tous temps l'ami des journalistes, mais les circonstances l'obligent à une grande circonspection.

Nous savions d'avance que le président Giral, en venant en France, se proposait de renouer des contacts rompus à l'époque de l'invasion allemande et qu'il entrait dans ses projets de procéder à un remaniement, il serait plus juste de dire à un élargissement, de son cabinet, de telle manière que tous les secteurs de l'opinion, et non plus seulement la grande majorité y fussent représentés.

République espagnole, avons-nous dit, et non sans intention, aussi bien ne s'agit-il pas de constituer un gouvernement où puissent trouver place des représentants de secteurs politiques étrangers aux principes républicains. Fidèle à la volonté des Cortes républicaines réunies à Mexico, à son programme et à la Constitution, le docteur Giral entend maintenir à son gouvernement un caractère tel que puissent y figurer tous les partis fidèles aux institutions que le peuple espagnol se donna légalement, par la libre expression de sa volonté, et qui, bien qu'actuellement suspendues par la force, subsistent en droit et subsisteront tant que le peuple souverain n'en aura pas disposé autrement, en toute liberté, comme à la date inoubliable du 14 avril 1931.

Le docteur Giral ne parle pas aujourd'hui en sa qualité de chef de gouvernement dans un pays où, bien qu'il jouisse des plus grandes sympathies, il n'est pas reconnu comme tel. Certes, la situation serait différente si, conformément à des précédents qu'il ne convient pas d'oublier, aux décisions de l'Assemblée constituante, le gouvernement légal se voyait octroyer les mêmes droits qu'obtint la Junta de Burgos, à l'époque déjà lointaine où la République, bien qu'expirante, vivait encore en terre d'Espagne.

Alors, le docteur Giral pourrait parler librement, agir, convoquer, organiser et se mouvoir, avec rapidité, avec souplesse, avec efficacité, en un mot à la manière dont opéraient les rebelles, à cette époque déjà lointaine. Et avec plus de droit, d'autorité et de force morale, que ces derniers, qui portaient le fardeau terrible de la trahison, du déshonneur et de la servilité envers l'étranger.

Le siège du gouvernement républicain, seul gouvernement légal pour les démocrates et les antifascistes, est à Mexico. Mais son chef, qui se trouve momentanément en France, est venu, presque aux portes de l'Espagne, pour prodiguer les encouragements, fortifier les résolutions, parvenir à des accords qui permettront, dans un proche avenir, de consolider cette unité nationale essentiellement républicaine, qui, en dépit de tous les obstacles, finira par s'imposer.

Des amis, des représentants de partis et d'organisations, accourent à Paris pour lui rendre visite. Don José Giral, à titre personnel les reçoit. Il consulte, va et vient, mais ne parle pas, et s'abstient de toute révélation... Et pourtant, il aurait tant à dire pour orienter et calaniser les efforts, comme le faisait le général de Gaulle aux époques héroïques de la France libre, face au gouvernement de Vichy, frère en trahison de l'actuel gouvernement de Madrid.

L'Espagne, comme hier la France, repousse l'idée d'une nouvelle guerre civile. La France put l'éviter grâce à cette France libre dont la voix lui parvenaat d'outre-mer, sut orienter, diriger, organiser, la lutte. Et ce fut une libération magnifique, immortelle, à laquelle les Espagnols, songeant peut-être à une autre libération, la leur, prirent une part décisive. Et cela, nous voudrions que la France actuelle, c'est-à-dire la France patrie éternelle de la liberté, ne l'oublie pas.

LA SEMAINE EN ZIG-ZAG

Toute la ville danse

LA semaine dernière, un voyage en zigzag m'a conduit dans trois grandes villes de France, Paris compris.

Ici, là, et là-bas, j'ai partout constaté qu'il n'y a pas de chômage chez les danseurs.

Des affiches immenses, colorées, aguichantes, invitaient certaines corporations à la valse. Les bals se multiplient ; nuits joyeuses au son des orchestres endiablés, nuits blanches pour chasser les idées noires si fortement logées dans les méninges...

Tout tourne, du soir à l'aube ; danseuses, danseurs enfiévrés, entraînés par des musiques swing, recommencent indéfiniment les mêmes pas, se trémoussent, tourbillonnent, glissent, sautent, transpirent, avancent, reculent, s'inclinent.

C'est le plaisir du jour. Ou plutôt de la nuit.

On prétend qu'il faut, pour organiser un bal, retenir la salle six mois ou un an à l'avance. Cette frénésie de la danse s'explique peut-être par la surcharge d'ennuis, de soucis, de menaces qui pèsent sur nos têtes durement éprouvées par la guerre, toutes les guerres, internationales, économiques, sociales.

On danse pour s'étourdir, s'évader du temps présent et arracher à tout prix quelques heures, grâce au frotti-frotta, à la grisaille qui nous pénètre.

Les professeurs d'optimisme — s'il y en avaient de sérieux — ne conseilleraient pas à la jeunesse d'autre remède au spleen européen.

Parfait. On se soigne comme on peut. Mais j'ai beau déchiffrer les nombreuses affiches invitant les mortels au tournis général je ne vois pas l'annonce des deux grands bals qui s'imposent, si l'on veut vraiment consoler les foules.

Le bal des consommateurs.

Le bal des contribuables.

Vol de nuit

POUR vous, dans un bouquet de faits divers, j'ai cueilli cette toute petite histoire, pas méchante, courtelinesque :

Dans les ténèbres épaisses d'une nuit sans lune, un homme, sur le trottoir, longe les boutiques. Soudain un éclair illumine son profil: un feu brille sous son nez qui flaire des ombres mystérieuses. L'homme vient d'allumer une cigarette.

D'un coin noir, aussitôt, prestement, un bras se détache... Une main s'est emparée de la sibiche du passant.

Etonnement. Indignation. Colère inutile.

Et l'homme reprend sa marche en maudissant les fantômes qui fument...

. . . . . .

Y a-t-il eu vol au sens juridique du terme ?

Oui, puisque la cigarette subtilisée était bel et bien la propriété du promeneur.

— Simple plaisanterie, plaiderait un avocat jacétieux en correctionnelle.

— Ouais... qui vole un œuf vole un bœuf, murmurerait le procureur scandalisé.

Il y a eu vol incontestablement. Et comme à la seconde précise où la cigarette disparaissait du bec de l'usurpatrice elle venait d'être allumée — donc entière — le chaparder ne pourrait, pour sa défense, affirmer qu'il s'agissait d'un malheureux mégot.

Il y aurait, du reste, matière à discussion sur la propriété des mégots.

Le mégot abandonné lâchement sur le pavé, le trottoir, ou sous la table d'un café, a perdu son maître. Il est au premier ramasseur qui, d'un doigt habile, le capture. Mais le mégot pendant à une lèvre indifférente appartient encore sans conteste, au fumeur. Il est interdit de le voler, sur une bouche, comme un baiser.

Il serait bon que la Ligue des fumeurs — mais existe-t-elle ? — se préoccupe de ces différents points de droit. Si des sanctions n'interviennnent pas dans le cas du vol de nuit que nous signalons plus haut, il faut craindre, en effet, que les faucheurs de cigares et de cigarettes n'opèrent au grand jour. Dès lors il serait défendu de fumer dans la rue.

Ce serait, tout le même, un peu fort de tabac.

Leurs adieux

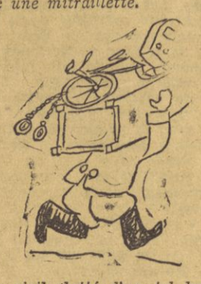
EN lisant les comptes rendus du procès de Nuremberg je pensais, ces jours-ci, à tous ceux qui ne comparaissent pas, aux gentils boches cambrioleurs, pickpockets, rats d'hôtel remorquant des souris grises, qui nous quittèrent sur la pointe des pieds, discrètement, avec une seule idée en tête : conserver un petit souvenir des Françaises et des Français.

Ils ne seront pas jugés. Ils sont trop nombreux.

Souvenez-vous. C'était pendant la débâcle.

Dès qu'un civil les séduisait par son vêtement tant soit peu révélateur de bien-être, ils entraient aussitôt en conversation avec lui, en lui tapotant le ventre.

Petit geste de familiarité d'autant plus agréable qu'il s'exécutait avec une mitraillette.



Le civil flatté d'un tel honneur s'interrogeait : « Que me veulent donc ces touristes désolés de nous quitter si vite ? »

*Ce qu'ils voulaient ? Un cadeau, riche de préférence, quel